

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI SUR LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE

DE QUELQUES TRÈS GRANDES

EXPLOITATIONS VITICOLES

DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

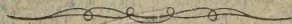
PAR

Jean VIGOUROUX

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Montpellier

Avocat près la Cour d'Appel de Montpellier

Officier d'Académie



MONTPELLIER

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI

1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ESSAI SUR LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE

DE QUELQUES TRÈS GRANDES

EXPLOITATIONS VITICOLES

DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI SUR LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE

DE QUELQUES TRÈS GRANDES

EXPLOITATIONS VITICOLES

DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

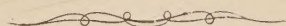
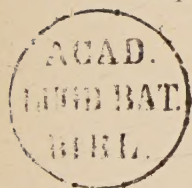
PAR

Jean VIGOURUX

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Montpellier

Avocat près la Cour d'Appel de Montpellier

Officier d'Académie



MONTPELLIER

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI

1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, Professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, Professeur de Droit administratif.

GLAIZE, Professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, Professeur de Droit civil.

CHAUSSE, Professeur de Droit romain.

MEYNIAL, Professeur d'Histoire du Droit.

VALERY, Professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, Professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, Professeur de Droit civil.

PERREAU, Professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, Professeur de Droit international public.

RIST, Professeur d'Économie politique.

PORTE, Professeur adjoint, chargé d'un cours d'Économie politique.

GIDEL, Chargé de cours de Droit constitutionnel.

ROCHETTE, Secrétaire.

LAURENS, Professeur honoraire.

GIRAUD, Secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

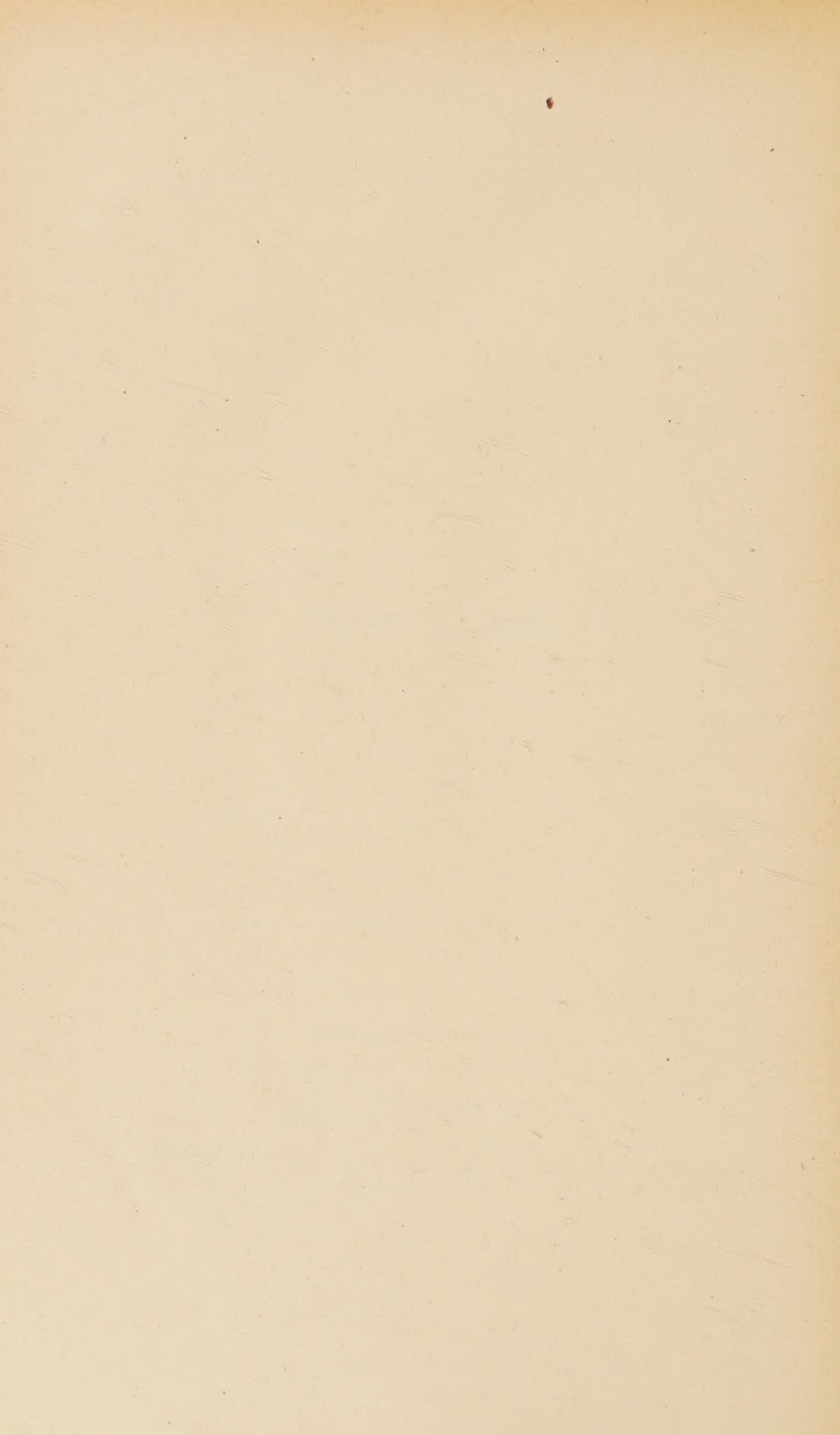
MM. PORTE, *Président.*

RIST,
CHAUSSE, } *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

J. VIGOUROUX.



ESSAI SUR LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE
DE QUELQUES TRÈS GRANDES
EXPLOITATIONS VITICOLES
DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC

INTRODUCTION

La viticulture, qui constitue en France un des éléments les plus importants de la richesse nationale, attire de plus en plus l'attention, par suite de la gravité de la crise qu'elle traverse.

Cette crise tient sans doute à l'organisation ou à l'anarchie commerciale qui se manifeste par l'inconstance des cours, mais elle a surtout ses origines dans les conditions de la production. C'est parce qu'on produit trop (naturellement ou artificiellement) que les cours sont à la baisse : c'est parce que le prix de revient de l'hectolitre est trop élevé par rapport aux cours que la viticulture souffre de la mévente.

Il faut donc — si l'on veut étudier les conditions de cette crise — analyser d'abord le mécanisme de la production, afin de se rendre compte du degré d'acuité de la crise et pour connaître dans quelles limites tel cours est rémunérateur et tel autre désastreux. En d'autres termes, c'est par une étude raisonnée des conditions de la production qu'il faudrait commencer l'étude de la crise viticole.

Mais, dès que l'on essaie de se livrer à cette étude préliminaire, on s'aperçoit vite qu'il n'existe aucun travail sérieux sur les conditions économiques de l'industrie viticole.

Les agronomes s'occupent, en effet, des conditions techniques de la production. Ils comparent, au point de vue du rendement, tel procédé ou telle méthode, telle situation naturelle, mais ils ne dressent pas le bilan financier des différentes opérations culturales, pas plus qu'ils n'évaluent, en capitaux, les facteurs naturels qui coopèrent à l'entreprise.

Quant aux économistes, on peut dire que, d'une manière générale, ils ont négligé l'étude de l'économie rurale pour se livrer surtout à des travaux sur l'économie industrielle ou commerciale. La production agricole, si on s'en fie aux vieux manuels, cependant classiques, leur paraît régie par la loi du rendement décroissant. Faute de connaître la technique agronomique moderne, ils en viennent à établir des différences caractéristiques entre la production agricole et la production industrielle.

Une telle vue, qui paraîtrait surannée même pour la culture des céréales, la plus purement agricole de toutes, est absolument erronée en matière viticole, car

la viticulture prend de plus en plus une forme industrielle par l'appel énorme de capitaux qu'elle exige, par la quantité considérable de main-d'œuvre qu'elle emploie, par son machinisme même, qui frappe le simple visiteur d'un cellier de grande exploitation, comparable — comme on l'a bien des fois répété — à une véritable usine à vin.

Ainsi, les agronomes ne fournissent, pour une pareille étude, qu'une aide incomplète, et les économistes ne peuvent pas être d'un grand secours. A la rigueur, on peut se servir des premiers comme d'un répertoire commode par l'énumération des facteurs de la production et emprunter aux seconds le désir très légitime d'établir des rapports entre les faits et de les unir entr'eux par des lois générales.

Pour déterminer le coût de production et le profit, eu égard aux cours, la seule méthode est celle des enquêtes. Non pas cette enquête du promeneur qui jette un coup d'œil distrait sur des vignobles luxuriants ou s'arrête avec un étonnement complaisant devant l'installation mécanique d'un cellier, mais cette enquête qui consiste à dépouiller patiemment des comptabilités pour y relever les frais généraux de chaque année et le prix de revient de chaque opération.

Une fois en possession de ces renseignements, on peut, étant donnés les renseignements de la science agronomique, se demander dans quelle mesure telle dépense était nécessaire et quel avantage elle présente sur telle autre : on peut traduire opération par dépense et dépense par opération ou condition technique.

Si une telle étude était faite, on pourrait, entr'autres résultats, déterminer la limite de productivité des cours, la limite de compressibilité du prix de revient; déterminer dans quelle mesure et sur quels éléments pourrait porter la contraction et quel serait le retentissement de ce phénomène sur la viticulture.

Malheureusement, dans l'état actuel des choses, une pareille étude est impossible. Avec la méthode d'enquête, un tableau général ne pourrait être valable que si les conditions viticoles étaient passablement uniformes. Or, il n'y a pas une viticulture, mais des viticultures, suivant le climat, suivant les produits, suivant le mode d'exploitation. C'est ainsi qu'il y a, par exemple, une viticulture allemande, une viticulture argentine, une viticulture californienne, bien différentes de celle de notre pays. C'est ainsi qu'en France même, il existe des différences énormes entre la viticulture champenoise ou bordelaise, et la viticulture languedocienne, les premières produisant des vins de luxe, la seconde des vins de commerce.

Mais même encore dans le Languedoc, en admettant qu'on pût isoler le facteur agricole, et dans celui-ci le facteur viticole : peut-on dire qu'il n'y a qu'une viticulture languedocienne ?

Au point de vue géographique, il y a la viticulture de coteaux, celle de la plaine, celle du « bas-pays », comme on appelle les régions avoisinant la mer. Bien plus, dans la même région, il faut bien se garder d'assimiler les différentes exploitations entr'elles. Il y a, en effet, au point de vue économique qui nous intéresse, aussi peu de rapports entre la petite parcelle du paysan et le

grand vignoble des submersibles qu'entre le métier à tisser familial et les grandes filatures modernes. Et ce n'est pas — entr'elles — seulement la différence d'étendue qui frappe, c'est le mode de cultures, le rendement, la quantité proportionnelle des capitaux nécessités dans les deux genres d'exploitation, le prix de revient, et même le prix de vente qui diffèrent. Et cependant les deux espèces d'exploitations sont voisines, peut-être moyennes, et nous faisons abstraction de l'habileté technique de leurs propriétaires respectifs.

D'ailleurs, peut-on vraiment parler d'une viticulture languedocienne? La viticulture est-elle réellement, dans ce pays, une branche autonome de la production?

Tout d'abord, la petite propriété y est souvent polyculturale (et l'on sait que la petite propriété — admettons, si l'on veut, sous ce vocable, celle qui n'exige pas de main-d'œuvre mercenaire — constitue la majorité des exploitations). De plus, l'exploitation agricole même (quelle que soit sa nature) est bien souvent une dépendance d'un autre mode de production économique. C'est ainsi par exemple que les négociants, pour les exploitations moyennes, les gens de métier pour les petites exploitations, sont propriétaires; leur accession à la propriété foncière semble même aller croissant. Pas plus qu'il n'y a une différenciation professionnelle, il n'y a une différenciation économique des fonctions, des exploitations.

Dès lors, il est très difficile d'étudier le facteur viticole isolément. Les conditions, en apparence favorables ou défavorables de l'exploitation viticole, peuvent tenir

à des facteurs qui lui sont étrangers. Pour prendre un exemple frappant : il est bien certain que la Compagnie des Salins du Midi, dont le colossal vignoble de 750 hectares est un modèle d'exploitation rationnelle et de prospérité économique, n'eût pu mener à bien son entreprise viticole, si elle n'avait pas été aidée au début par son exploitation des Salins, et si surtout une heureuse alternance entre les travaux des salins et ceux de la vigne ne lui avait permis d'utiliser son personnel — principalement le cadre de son personnel, — en sorte que, de ce chef, le même personnel supérieur suffit aux deux entreprises.

L'idéal, comme premier objet d'enquête, ce serait un pays sensiblement uniforme, uniquement agricole, tirant à peu près uniquement toutes ses ressources de la viticulture, composé d'exploitations à peu près semblables, principalement de très grandes exploitations.

Pourquoi de très grandes exploitations? D'abord parce que la comptabilité y est bien tenue. On y manipule des fonds considérables, et le gérant, un régisseur (et non le propriétaire lui-même) est tenu de rendre compte de l'emploi des capitaux : aussi peut-on généralement se fier aux livres de comptes de la propriété. Dans la petite exploitation, au contraire, le paysan ne tient aucun compte, et même lorsqu'il inscrit ses dépenses ou ses recettes, sa comptabilité est défectueuse. Il ne compte ni sa peine, ni l'intérêt de son capital foncier, il n'amortit pas (ainsi la perte d'un cheval y est considérée comme un désastre), il fait rentrer en ligne de compte ses dépenses personnelles, etc. La comptabilité

de la grande exploitation est au contraire rationnelle et bien tenue.

L'étude préalable de la grande exploitation, au point de vue de la méthode, présente un autre avantage sur celle de la petite. La petite exploitation est routinière; ses méthodes culturales sont très souvent surannées; elle n'en rachète l'insuffisance que par le soin minutieux, le zèle, l'application avec lesquels le paysan effectue les diverses opérations qu'il juge utiles à son vignoble. Dans la grande exploitation, le travail est peut-être plus négligé, comme tout travail mercenaire; mais en revanche, la culture est généralement effectuée suivant les règles les plus sûres de l'agronomie moderne. Le grand propriétaire, plus instruit, a plus de confiance dans la science agronomique. Il calcule davantage et il avance plus pour avoir plus — ce que le paysan est le plus souvent incapable de comprendre ou parfois, faute de capitaux, d'exécuter.

C'est donc par la monographie d'une région de grandes exploitations viticoles qu'il faudrait commencer une enquête sur les conditions économiques de la viticulture.

On pourrait ensuite, en élargissant le cercle des recherches, étudier les différentes formes d'exploitation viticole, les différents types de viticulture, enfin les formes mixtes d'agriculture et de commerce ou d'industrie que l'on rencontre dans la réalité économique.

Evidemment, une pareille enquête ne peut être l'œuvre ni d'un seul jour, ni d'un seul individu. Elle ne peut résulter que des investigations collectives de centaines d'enquêteurs. Jusqu'à ce jour, l'étude des condi-

tions de la production viticole ne peut donner lieu qu'à des monographies isolées. C'est une de ces monographies que nous avons voulu essayer de dresser.

Il va sans dire qu'une pareille étude ne pourra prétendre à illustrer à elle seule toute la viticulture. Il s'agit d'une étude de faits spéciaux, qui ne saurait conduire à des lois générales. Mais même ainsi limitée à un objet particulier, une étude de ce genre peut permettre de contrôler des affirmations générales, soit pour les confirmer, soit pour les infirmer. Sans doute des lois générales ne seront possibles qu'autant que le problème viticole aura été scientifiquement abordé, mais, jusqu'à ce jour, la pratique exigera des propositions générales par lesquelles on prendra connaissance — d'une façon grossière, sans doute — de la réalité économique. Ainsi, chaque jour, nous formulons des assertions générales qui correspondent à une vue confuse mais approchée des choses. Une semblable monographie pourra contribuer à rapprocher de la vérité scientifique ces assertions empiriques. En tout cas, si, au point de vue scientifique, elle ne saurait avoir une valeur positive, c'est-à-dire permettre de formuler des lois, au point de vue négatif, elle pourra permettre d'infirmer quelques-unes de ces affirmations, de ces prétendues lois qui passent pour fondées sur la science économique. Ce résultat même négatif ne sera pas de valeur minime; si l'on peut contribuer par là à saper quelques erreurs doctrinales traditionnelles fondées sur la routine ou d'inconscients préjugés par insuffisance d'observation des faits.

C'est une de ces monographies, disons-nous, que nous voudrions présenter. Par un heureux hasard, le pays typique dont nous parlions au début : région uniforme répartie en grandes exploitations viticoles et tirant presque uniquement ses ressources de la viticulture, existe dans notre région même. C'est le Bas-Languedoc et la Camargue.

Ce pays comprend la région délimitée : au sud, par la Méditerranée ; à l'est par le Rhône ; à l'ouest, par le cours inférieur du Vidourle ; au nord, par une ligne qui irait de Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard) à Arles. C'est un quadrilatère d'environ 150,000 hectares, que les habitants des coteaux du Gard ou de l'Hérault désignent en patois sous le nom de « Pays-Bas », vaste plaine, dont la douzième partie à peine est cultivée, et la quinzième environ en vignes (production annuelle : un million d'hectolitres environ). Tout le reste est composé de marécages, fondrières, champs, lagunes et sables. Ça et là, disséminées comme des oasis, s'étendent de colossales (pour la région) propriétés de plusieurs centaines d'hectares dont une partie seulement est cultivée. L'exploitation, même limitée à une partie minime du tènement, est tout de même d'une certaine importance. Là s'élèvent des chais capables de loger des 40,000 hectolitres de vin (Salins du Midi, Tamariguières (Marsillargues), Grand-Cabane (Fourques), Mas de la Ville (Arles).

Ces quelques chiffres nous permettent d'éluder la discussion scolastique sur la définition de la grande et de la petite propriété¹. Disons en passant, que ces

¹ Voir à ce sujet : Grande ou petite propriété, thèse de M. Augé-Laribé (Montpellier, 1903), p. 10 et suivantes).

mots sont d'ailleurs mal choisis, car ils expriment un rapport juridique. Le terme d'exploitation est celui qui convient seul en matière économique. La distinction en soi est aussi impossible qu'est insoluble le problème qui consisterait à déterminer où commence la classe des riches et où celle des pauvres

D'une manière générale, la grande exploitation est fonction de deux éléments : un tènement considérable et l'application de la culture intensive. Ces deux conditions sont réalisées dans presque toutes les exploitations normales que l'on peut rencontrer dans la région que nous nous sommes proposé comme champ d'étude.

La grande propriété (il nous arrivera certainement d'employer d'autres fois ce vocable tant est grande la force de l'habitude, nous prions qu'on nous en excuse) y est prédominante, pour ne pas dire exclusive. Ajoutons que la viticulture y est d'importation récente, en sorte qu'elle n'a pu être impressionnée par la routine, et qu'elle a pu adopter de plain pied les méthodes modernes et scientifiques.

Cette condition a facilité encore notre enquête, car le sol, primitivement à vil prix, ne tire sa valeur que de la productivité de l'entreprise et des avances qui lui ont été faites, ce qui permet d'isoler le facteur viticole du facteur agricole plus général.

Dans ces conditions économiques très spéciales se développe aussi une vie sociale très spéciale. Primitivement traversée par des pâtres, des « gardians » (gardiens de taureaux), dont Mistral a dit dans sa *Mireille*, la vie âpre et sauvage, habitée par des familles isolées

dans des « mas »¹, vivant d'une vie simple et patriarcale, telle sensiblement que A. Daudet l'a décrite dans *l'Arlésienne* et *le Trésor d'Arlatan*, la région s'est peu à peu transformée et — hélas ! — dépoétisée. Des viticulteurs, des agronomes très positifs, ont remplacé les nomades naïfs et rêveurs, et sur l'emplacement des « mas » se sont élevées de véritables agglomérations rurales, des sortes de villages assez comparables aux anciennes « villas romaines ». Le ciel bleu, sillonné du vol des canards sauvages ou de flamants roses, s'attriste des fumées noires vomies à torrent par de longues cheminées des machines à prise d'eau. Au milieu des « engannes »² violettes, couvertes de « saladelles » en fleurs, ou des salants éblouissants de blancheur sous les reflets du soleil torride, émergent de vastes nappes d'un vert sombre, qui s'étendent à perte de vue vers les surfaces miroitantes des étangs et du Vacarès. — Ce sont les vignobles.

Le pittoresque y perd, mais la civilisation y gagne. La colonisation procure plus de richesses et plus de bonheur que la steppe avec ses jouissances artistiques et sa grandeur sauvage.

C'est cette région transformée par la main de l'homme, qui l'a couverte d'exploitations viticoles modernes, que nous voudrions étudier. C'est celle qui nous fournira la monographie typique dont nous exprimions la nécessité.

Il nous faut, avant d'entrer dans le vif de notre

¹ Maisons d'habitation paysannes.

² Vastes espaces et incultes.

sujet, indiquer rapidement quel plan nous comptons suivre.

Nous diviserons cette étude en quatre parties :

PREMIÈRE PARTIE. — *Les conditions techniques.*

SECONDE PARTIE. — *Le fonctionnement économique.*

TROISIÈME PARTIE. — *La grande viticulture et l'économie sociale.*

QUATRIÈME PARTIE. — *La grande viticulture et l'économie théorique.*

Indiquons rapidement le contenu de ces rubriques :

Dans la partie intitulée CONDITIONS TECHNIQUES, nous indiquerons les conditions soit naturelles, soit artificielles qui déterminent la production. Nous suivrons la marche des agronomes dans la découverte et la description de ces facteurs ; mais, conformément à notre méthode, nous essaierons d'en indiquer la valeur ou le coût ou la productivité en argent.

Dans la seconde partie : LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE, nous examinerons uniquement les quantités proportionnelles des différents capitaux (mobiliers, immobiliers, etc..) nécessaires au fonctionnement de l'entreprise.

Ces deux parties ne font pas double emploi.

La première nous fait assister à l'évolution du vignoble, à sa naissance, à sa vie en quelque sorte ; mais elle est incomplète. Elle n'indique pas toutes les avances nécessitées par la propriété. Elle ne détermine que celles qui sont directement nécessitées par la production. Les avances improductives, ou indirecte-

ment productives, lui échappent. Au contraire, dans la seconde partie, aucune avance ne peut être omise. Mais ces avances ne figurent sur les livres que sous la forme d'une sèche analyse qui n'est intéressante qu'autant qu'on peut lui substituer mentalement certaines opérations concrètes.

Dans la troisième partie, nous étudierons l'influence de la grande viticulture sur la population et les classes sociales.

Dans la quatrième, nous confronterons certaines lois économiques avec les résultats de notre enquête.

Il va de soi que notre étude, restant très spéciale, ne comporte pas de conclusions générales.

Il nous reste à mettre en garde le lecteur contre certains reproches qu'il ne manquerait pas de nous adresser, si nous n'en usions avec lui en toute franchise.

Nous ne lui cacherons pas que les résultats de notre enquête sont loin de nous satisfaire : Nous n'avons pas pu obtenir tous les renseignements désirés. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, la communication des comptabilités a toujours un caractère confidentiel et le propriétaire, même le plus ouvert, suppose toujours chez l'enquêteur une arrière-pensée fiscale, ou craint que ses révélations n'aient pour lui quelque fâcheuse conséquence du même ordre. C'est un fait maintes fois observé par les enquêteurs¹. Ensuite, ce même pro-

¹ M. VILLERMÉ s'exprime ainsi à ce sujet : « J'avais l'honneur de faire partie de la Commission cantonale de Moulins-la-Marche (Orne), et de présider une de ses sections. J'avoue très humblement n'avoir jamais pu per-

priétaire a l'orgueil — après tout légitime — d'exagérer le chiffre de ses affaires ou de diminuer ses pertes : c'est ainsi qu'il porte parfois à son débit l'annuité seulement des sommes perdues, des pertes éprouvées. Aussi se prête-t-il difficilement à la curiosité même purement spéculative de son visiteur.

D'autre part, il ne faut pas se dissimuler que l'habileté technique est pour beaucoup dans la diminution du prix de revient ou l'accroissement du rendement, en sorte que les différents résultats ne sont pas rigoureusement comparables. Cependant, pour fixer les idées, il nous faudra bien donner des chiffres. Mais ces chiffres sont loin d'avoir une valeur absolue, nous ne saurions trop insister sur ce point. Que le lecteur se rassure aussi, ils sont pour le moins aussi exacts que ceux fournis par les ministères dans de graves publications de la Nationale, devant lesquelles on s'incline religieusement (pour en donner un exemple : l'évaluation des surfaces culturales et de la production globale des différentes cultures) et faites souvent au petit bonheur par un secrétaire de mairie sur les avis d'un garde-champêtre. Les évaluations de ces personnages officiels, exprimées en chiffres officiels, revêtent un caractère quasi-fatidique et sacré. Nous avons pris plus de peine

suader à *plusieurs* de ses membres qu'il n'y avait pas *quelque chose là-dessous*, et n'avoir fini par obtenir d'eux des renseignements exacts (que ma curiosité personnelle me faisait d'ailleurs désirer) qu'après m'être engagé à transmettre, non pas les réponses véridiques qu'on consentirait à me faire, mais les réponses mensongères qu'on imposait à ma plume de rapporteur, et j'avoue, avec confusion, avoir tenu ma promesse.» (Les Statistiques agricoles de la France. *Revue des Deux-Mondes*, du 15 mars 1880, p. 479, note 2.)

pour fournir les nôtres. C'est ainsi que dans certains cas nous avons dû faire la critique des comptabilités et de méthodes comptables.

Aucune monographie de grande exploitation ne nous a pleinement satisfait. Nous avons combiné des éléments empruntés à plusieurs, pour présenter notre tableau d'ensemble.

Cette façon de procéder, nous ne nous le dissimulons pas, ne va pas sans danger, car les exploitations ont chacune, au point de vue économique, certaines particularités qui les distinguent. Cependant il faut bien reconnaître que les conditions techniques et économiques sont sensiblement les mêmes, en sorte que, si, du point de vue d'une exactitude rigoureuse, notre méthode n'est pas entièrement irréprochable, on peut, à condition de prendre nos résultats pour des approximations, les tenir pour dignes de foi.

Nous devons enfin ajouter une remarque importante : c'est que la majeure partie de l'enquête sur laquelle a été fait ce travail remonte à l'année 1903. La plupart des chiffres et des observations que nous avons relevés ou retenus (en particulier ceux des propriétés A et E) nous ont été fournis au mois de septembre de cette année 1903. Il en résulte que c'est à cette époque que doit se placer le lecteur pour apprécier notre essai.

Cette remarque est importante, disons-nous. C'est qu'en effet la continuation et l'aggravation de la terrible crise que traverse toute la viticulture méridionale ont changé, et, en certains points, sont en train de modi-

fier, presque complètement, les conditions économiques des exploitations viticoles de la région qui nous intéresse. Ça et là, les vignes sont, depuis un an ou deux, progressivement arrachées pour faire place de nouveau à des rizières, à des fourrages ou à des céréales; ici (propriété E, par exemple), la fabrication du vin semble devoir être délaissée peu à peu pour recourir à la transformation, plus rémunératrice, semble-t-il, du produit du raisin en moûts concentrés ou en alcool. Nous avons eu l'occasion de faire ces remarques, surtout dans la Camargue proprement dite. Le temps nous a malheureusement manqué pour nous livrer, après l'enquête de 1903, à de nouvelles enquêtes approfondies sur les nouvelles conditions économiques que cette transformation crée ou créera à cette région. Au reste, leur évolution est constante et se poursuit tous les jours, de sorte qu'on ne saurait trouver un point fixe sur lequel on pourrait faire porter une observation soutenue. Cette région semble entrer dans une crise aiguë. Vers quelle culture s'achemine-t-elle? L'avenir seul pourra nous le dire.

Remontent le cours des vins, comme l'ont vu tant de fois dans le passé les viticulteurs, comme ils l'ont vu — heureusement ou malheureusement? — en 1903 même, et on peut présager à coup sûr que la culture de la vigne refleurira à nouveau dans cette région.

C'est une étude qui nous tentera peut-être dans quelques années. Les comparaisons que nous pourrons alors faire avec les résultats observés en 1903 n'en offriront que plus d'intérêt et seront peut-être plus utiles que ceux que nous présentons aujourd'hui, à l'instruction des économistes.

Mais pour si rétrospective que puisse paraître notre étude après cette remarque, nous pensons qu'elle n'en offre pas moins l'avantage de fixer en son état le plus florissant une forme des plus originales, des plus intéressantes et des plus instructives de la grande exploitation viticole. C'est une sorte de photographie des conditions économiques d'une région à un moment donné.

Nous ne saurions non plus terminer cette trop longue introduction sans faire une déclaration nécessaire et que nous nous plaisons à produire : c'est que notre étude nous a été grandement facilitée par notre condisciple et ami, M. F. Atger, docteur en droit, licencié ès lettres, qui a bien voulu nous communiquer le dossier d'une enquête personnelle qu'il a faite sur Arles et la Camargue orientale, particulièrement au point de vue viticole, et qui nous a aussi aidé de ses observations personnelles.

PREMIÈRE PARTIE

LES CONDITIONS TECHNIQUES DE LA GRANDE VITICULTURE

DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC

Nous entendons par « conditions techniques » l'ensemble des facteurs qui déterminent la production. — Ces conditions sont de deux sortes : *des conditions spéciales* et *des conditions générales*.

Les premières sont les conditions géologiques, climatiques, géographiques, qui modifient soit le mode de culture, soit le rendement ; les secondes sont les conditions de culture très générales, qui régissent la production d'un produit déterminé.

C'est ainsi que la production d'une entreprise viticole dépend des conditions de climat, de terrain, d'irrigation et en même temps de l'application rationnelle des procédés généraux de culture tels que : labour, taille, fumure, etc.

Il semble qu'on devrait logiquement étudier ces conditions générales de culture avant les autres. Cependant on se rend compte aisément que ce sont les facteurs naturels très spéciaux qui inclinent la production dans tel ou tel sens et suivant tel ou tel mode. Si le

terrain est plat, on peut irriguer ; si l'on peut irriguer, on peut se dispenser de planter des vignes américaines, la greffe, procédé technique général, n'est pas nécessaire, etc.

Il faut donc étudier ces facteurs spéciaux les premiers ; ce sont : le terrain, le climat, le régime des eaux.

CHAPITRE PREMIER

Conditions techniques générales

La contrée dont nous nous proposons de présenter comme la monographie viticole s'étend — nous l'avons dit — du Rhône au Vidourle, limitée au nord par une ligne qui irait d'Arles à Saint-Laurent-d'Aigouze et, au sud, par la mer.

C'est une plaine formée presque tout entière par les alluvions du Rhône, et, au sud, par des sables laissés par la mer, et des marécages. Le pays est uniformément plat, mais sans monotonie, égayé au sud par la flore pittoresque des marais, les saladelles violettes et les longues files de tamarins. La terre labourable est formée d'humus fertilisant, sans pierres, ni cailloux. Le sol ne présente qu'un seul inconvénient, c'est le sel. La terre est, en effet, salée par suite des infiltrations de l'eau de mer et des poches d'eau salée, que la sécheresse fait remonter à la surface par capillarité.

Le climat est le climat méditerranéen. L'absence de montagnes et de cirques, de collines, rend les orages moins fréquents et la grêle extrêmement rare.

De ces caractères généraux, il faut retenir :

- 1° Que le pays est une plaine fertile ;
- 2° Que les accidents atmosphériques sont rares ;
- 3° Que le sol est salé.

Les deux premières conditions sont favorables à la culture : une plaine est plus facile à défricher qu'un coteau ; elle est plus productive, bien que les produits soient généralement inférieurs en qualité. D'autre part, l'absence de grêle est une cause de régularité dans le rendement.

Cependant, il s'en faut de beaucoup que tout soit cultivé. Les espaces incultes ou « engannes », comme les appellent les gens du pays, forment de beaucoup la majeure partie de la contrée. Pour ne prendre que la Camargue, sur les 78.000 hectares qu'on lui attribue, 12.000 à peine sont composés de terres labourables ; et même les défrichements proprement dits n'ont guère progressé (à peu près 2.000 hectares depuis 1817, date d'un rapport de M. Poule, ingénieur).

Si les surfaces cultivables sont relativement restreintes et n'ont pas gagné en extension, cela tient à l'obstacle naturel que nous venons d'indiquer : le sel. Sauf le riz, qui supporte une assez forte proportion de sel, les céréales, les cultures fourragères dépérissent dans un terrain salant. La vigne est très sensible à son action (même les porte-greffes Solonis, qui y résistent le mieux).

Pour cultiver, il faut donc dessaler le sol. Pour cela, on le lave et on le draine de temps à autre (pour éviter la montée du sel par capillarité). Partout où celui-ci ressort en effet, — une nappe brillante à la surface du sol décèle sa présence — les plantes ne tardent pas à

mourir. Il faut donc submerger. (Nous insisterons tout à l'heure sur les submersions.)

Il faut, d'autre part, drainer le sol. Pour cela, de distance en distance, on fait de grandes tranchées que l'on comble avec des roseaux, ou — de préférence — au fond desquelles on établit des drains. Le matériel de drainage (conduites en fonte ou en tuiles) est d'un coût élevé. L'opération elle-même revient, suivant certains propriétaires, à 150 francs par hectare. Elle doit être renouvelée suivant une périodicité que fixent les besoins locaux, mais généralement tous les trois ans.

Quant à la submersion, elle consiste à recouvrir chaque année d'une couche d'eau douce le terrain à dessaler ou à arroser. Généralement la submersion dure tout l'hiver. La perméabilité du terrain détermine la quantité d'eau nécessaire à cet effet. Les eaux sont recueillies par une conduite centrale et dirigées au moyen de canalicules sur toutes les parties de l'exploitation; elles sont ensuite évacuées par des égouts, lorsque les travaux des champs exigent l'assèchement.

Ce régime d'eau est — on le comprend facilement — d'une importance capitale : il détermine la répartition des exploitations, leur grandeur respective, le choix des cultures. Les exploitations sont, en effet, groupées autour de cours d'eau. Ce sont de grandes propriétés, car celles ci seules sont capables de supporter les frais d'établissement considérables des prises d'eau, et ce sont des exploitations viticoles ou fourragères, seules suffisamment rémunératrices pour payer le coût très élevé de la submersion. Il y a donc intérêt pour notre étude à insister sur la submersion.

D'une manière générale, la contrée jouit d'un régime d'eaux très favorable à la submersion. Les deux bras du Rhône et le Vidourle fournissent une eau suffisamment abondante pour l'irrigation. D'autre part, le pays étant à peu près plat, l'irrigation est grandement facilitée. Il faut ajouter que le sol est argileux et retient l'eau. Il y a cependant, du côté de Saint-Laurent, des tendances fâcheuses à la perméabilité ; la couche argileuse étant plus mince se fendille à l'époque des sécheresses et l'eau s'engouffre dans les fentes. La submersion est, dans ce cas, énormément coûteuse.

L'irrigation rencontre deux obstacles : d'abord, l'éloignement des exploitations des cours d'eau qui les alimentent, ce qui nécessite des canalisations collectives (dont nous parlerons plus loin) ; ensuite, la différence de niveau entre la terre et le cours d'eau, ce qui oblige les riverains à avoir recours à des machines élévatoires.

Primitivement la plaine était périodiquement arrosée par la crue des fleuves : cette crue déposait des alluvions fertilisantes, mais très inégales. Ces crues étaient d'ailleurs nuisibles, car elles emportaient assez souvent les récoltes ; on a donc construit des digues qui contiennent les fleuves dans leur lit (vers 1850, en Camargue), et c'est maintenant à la submersion artificielle que l'on a recours.

Or, la couche d'alluvions déposée a rehaussé le sol principalement sur les bords des fleuves, ce qui a donné au pays — en forçant l'image — la forme d'une cuvette dont les bords seraient tournés vers les fleuves. Cette disposition offre cet avantage, c'est qu'une fois

amenée sur le sol, l'eau s'écoule avec facilité dans toutes les directions vers l'intérieur du pays. Mais il faut élever l'eau jusqu'au sol qui borde le cours d'eau. On a eu recours, pour cela, à des prises d'eau. Celles-ci sont actionnées par des machines élévatoires à vapeur (coût : 30,000 francs, pour la propriété A, 100 hect. de vigne). Ces machines sont loin d'être à la disposition de toutes les bourses. Seuls, les grands propriétaires peuvent faire face à cette dépense, qui ne peut être productive que pour un grand tènement, lequel peut seul en supporter les frais. La submersion étant la condition *sine qua non* de la production, étant donnée sa cherté, cela explique en partie pourquoi les exploitations, dans la mesure où elles sont productives, forment de grands domaines.

La submersion est d'ailleurs assez coûteuse. Pour prendre un exemple, — toujours d'après A — elle revient, sans compter les autres travaux, à :

Charbon	3.000 fr.
Mécanicien	400 fr.
Eygadier ¹	250 fr.
Bouurrelets à disposer	400 fr.
Divers (graissage, etc.)	800 fr.
TOTAL	4.850 fr.

Il faut y joindre les frais payés à l'Association des vidanges	132 fr.
TOTAL	4.982 fr.,

¹ On appelle ainsi l'homme chargé du service des eaux (ouverture et fermeture des vannes, surveillance des canaux, etc.).

soit 5.000 fr. en chiffres ronds, soit 50 fr. l'hectare (la propriété A comprenant 100 hectares).

Ces chiffres pourraient être réduits en employant des moteurs perfectionnés ¹. Tant que ces perfectionnements ne seront pas adoptés, les submersions seront toujours très onéreuses et réservées seulement aux grandes exploitations et aux cultures largement rémunératrices.

La submersion contribue à déterminer non seulement la répartition des exploitations, leur extension et le choix des cultures, mais encore leur structure interne.

Pour pouvoir arroser, il faut niveler le terrain ; des différences trop fortes de niveau nécessiteraient des nappes d'eau trop considérables. Cette opération est évaluée à 200 francs l'hectare environ.

D'autre part, pour simplifier le nivellement et aussi pour faciliter la submersion, on répartit l'exploitation en tables entourées de bourrelets. Ces tables sont d'une étendue variable : le maximum est, en général, de 5 hectares.

On le voit, l'exploitation submersible amène, elle aussi, à recourir au morcellement. On sait qu'on reproche, en général, à la petite propriété de s'éparpiller en parcelles. Ce fractionnement, dit-on, mettrait de ce chef la petite propriété, généralement mor-

¹ Un propriétaire nous affirmait qu'avec son nouveau moteur à gaz (un système permettant, paraît-il, d'extraire soi-même le gaz de la houille), 10.000 hectol. d'eau, soit une nappe d'eau de 0 m. 10 de hauteur par hectare, lui revenaient à 2 fr. 50. Comme, à cause de l'infiltration, il faut compter une quantité d'eau triple, pour que l'eau demeure stagnante, cela mettrait le prix de revient à 7 fr. 50 au lieu de 15 à 20 fr., prix de revient ordinaire avec les moteurs actuellement employés.

celliste, en état d'infériorité sur la grande, qui forme généralement un seul tènement.

En effet, tandis que la petite propriété gaspille du terrain en clôtures, bordures, qui se multiplient avec le nombre de parcelles, la grande propriété, au contraire, économise du terrain et limiterait au minimum le sol improductif.

En ce qui concerne notre région, une pareille conception est inexacte. Pas plus que la petite propriété, la grande ne fait ici des économies de terrain. Au contraire : en bordures, canaux, chemins, elle immobilise certainement une étendue plus considérable de terrain que la petite. Si elle présente des avantages sur celle-ci, c'est par l'intensification des cultures et non par leur extension proportionnelle.

Outre les entablements, la submersion nécessite une canalisation considérable. C'est ainsi qu'une propriété de 100 hectares (A) possède jusqu'à 20 kilomètres de canaux. Ceux-ci coûtent en moyenne 0,30 c. le mètre, soit 6,000 francs, c'est-à-dire 60 francs par hectare. Leur nettoyage revient à 0,10 c. par an, soit 2,000 fr., c'est-à-dire 20 francs par hectare.

Récapitulons les frais :

Prix de revient d'installation

Machine ¹	Fr. 300 00
Nivellement.	200 00
Canaux	60 00
TOTAL	<u>560 00</u>

¹ Le prix d'une machine élévatoire est de 30.000 francs. Une machine suffit, mais est nécessaire pour une exploitation de 100 hectares environ

Coût annuel

Amortissement de 560 fr. à 10 % Fr.	56 00
Moyenne annuelle de l'intérêt du capital à amortir chaque année ¹ .	15 40
Entretien de bourrelets et canaux.	20 00
Frais de fonctionnement	50 00
TOTAL . . .	141 40

Ainsi un hectare est grevé, du chef de la submersion, d'un investissement du capital d'environ 560 francs et coûte, en outre, 141 fr. 40 par an en moyenne, soit 140 francs en chiffres ronds.

Il faut donc que la culture soit capable de restituer environ 140 francs par an. C'est là une charge considérable, et il semble donc que le propriétaire ne doive recourir à un procédé si onéreux qu'en cas de nécessité absolue.

Il faut ajouter que la submersion présente des risques : en submergeant, on fait parfois ressortir le sel sur la propriété voisine, ce qui devient alors une source interminable de procès. Certains individus, nous disait le régisseur de la propriété A, installent même des cultures de pacotille pour toucher des indemnités

(c'est notamment le cas pour la propriété A) ; cela en met le prix de revient à 300 francs par hectare.

¹ Cette moyenne est ainsi obtenue : On a calculé la moyenne des intérêts annuels pendant dix ans à 5 % de la valeur actuelle du capital, c'est-à-dire le capital initial (560 francs), duquel a été déduit chaque année l'amortissement (56 francs).

beaucoup plus fructueuses que leurs récoltes ; il nous rappelait le cuisant souvenir d'une indemnité de 30,000 francs payée à un voisin pour dommages à ses luzernes.

Aussi, à cause de ces risques, beaucoup de propriétaires ont-ils essayé de constituer des vignobles dans les sables.

La vigne, en effet, peut vivre dans le sable. — C'est ainsi qu'un certain nombre de grands domaines ont été fondés vers les Saintes-Maries et vers Aigues-Mortes.

Ce qui est particulièrement curieux, c'est que ce furent pour la plupart des Compagnies agricoles : Compagnie de la P. et Compagnie P. Sauf celles des Salins du Midi, la plupart des autres ou bien sont en déconfiture ou bien ont dû arracher leurs vignobles. Est-ce le mode d'exploitation collective qui est cause de cet insuccès ? Cela n'est pas certain. De l'avis d'un certain nombre de viticulteurs, l'échec provient des espérances trop présomptueuses que l'on avait prédites à ces vignobles. Ceux-ci sont très délicats ; ils exigent d'énormes fumures ; ils sont vite épuisés, en sorte que les plantations dans les sables ont été pour beaucoup une amère désillusion.

Au reste, dans la région, le vignoble typique est le vignoble submersible et c'est lui qui constitue la grosse majorité des exploitations.

Et d'ailleurs, il faut ajouter que malgré sa cherté, la submersion présente de tels avantages que, même là où elle est facultative et où le sol n'est pas salé, on n'hésite pas à l'instituer toutes les fois que cela est possible. Quels sont ces avantages ?

Dans le Midi, où la sécheresse éprouve très sensiblement les récoltes, l'irrigation permet à la vigne de lutter contre cette sécheresse : les produits sont plus nourris, plus abondants, plus juteux.

D'autre part, elle paralyse l'action du phylloxéra. Cela permet d'utiliser les plants français et il en résulte une économie de temps et de main-d'œuvre pour l'établissement des plantations. On épargne les frais de porte-greffes américains, de greffage (toujours très aléatoires); la vigne produit une année plus tôt le greffage la retarde).

Il faut enfin ajouter que la submersion permet de parer à la gelée dont l'action désastreuse anéantit parfois tout une récolte. L'assurance contre la gelée revient en général à 6 francs l'hectare et encore ne répare-t-elle que très imparfaitement les dommages réalisés par ce fléau.

Si nous établissons maintenant la comparaison entre les deux systèmes d'exploitation, nous trouverons :

ÉTABLISSEMENT DE PLANTATION

(Pour un hectare de vignes plantées à 1 mètre carré)

*Exploitation non submersible*¹

10,000 plants américains à 120 fr. le 1,000...	1.200
Une année de production (40 hectolitres à l'hectare à 10 fr.) plus hâtive (la seconde au lieu de la troisième).....	400
	1.600

¹ Les chiffres que nous citons sont ceux fournis par M. H. Marès, dans un Congrès tenu à Montpellier, d'après M. A. Berget, qui les

Exploitation submersible

Frais spéciaux de premier établissement (v. p. 32) :	560
10,000 plants français obtenus dans la propriété, à 8 francs le 1,000	80
	640

L'économie réalisée se chiffre donc à (1.600 — 640) 960 francs par hectare, net.

Il est vrai que la submersion coûte, comme entretien, 140 francs par hectare et par an, dépense que n'a pas à effectuer l'exploitation non submersible.

Mais, en réalité, par rapport à la non submersible, l'exploitation submersible est loin de présenter un tel écart de coût annuel par hectare du chef de la submersion. Il faut, en effet, remarquer qu'il convient d'ajouter aux frais annuels de l'exploitation non submersible les frais d'amortissement et les intérêts du capital de premier établissement ainsi que les frais d'assurance contre la gelée, ce qui établit ainsi le tableau des frais annuels d'entretien des deux systèmes :

utilise aussi dans *La Viticulture nouvelle*, p. 126. S'il nous avait été permis de critiquer ces données, nous aurions très sensiblement diminué le premier de ces chiffres (1.200) que nous aurions porté à 1,000, au maximum, et nous aurions augmenté le second (400) pour le porter à 600 environ. Comme cela n'aurait pas changé le résultat, nous avons cru devoir établir notre calcul sur le chiffre de M. H. Marès.

Exploitation non submersible

Amortissement en 10 ans du capital de premier établissement	160
Moyenne annuelle des intérêts ¹	44
Assurance contre la gelée	6
	210

Exploitation submersible

Amortissement en 10 ans du capital de premier établissement	64
Moyenne annuelle des intérêts	16
Frais de fonctionnement de la submersion (50 fr.) et entretien des canaux et bourrelets (20 fr.).	70
	150

Il reste donc une surtaxe de (210-150) 60 francs par hectare, qui est imposée à l'exploitation non submersible par rapport à l'exploitation submersible, cette différence ayant pour cause le total élevé de l'amortissement du coût d'achat des plants américains, que n'arrivent pas à compenser les frais spéciaux de notre exploitation nécessités annuellement par la submersion.

¹ Moyenne obtenue comme précédemment. V. p. 33, note 1.

Toutes les moyennes d'intérêt que l'on rencontrera par la suite sont ainsi calculées.

Voilà ce que donne la comparaison des charges qui pèsent sur les deux exploitations qui peuvent être facilement évaluées en chiffres, en argent. Mais si l'on tient compte des risques nombreux et graves (fléaux naturels, parasites animaux) auxquels la submersion permet aux vignobles d'échapper complètement ou dans une très grande mesure, c'est alors que l'avantage de l'exploitation submersible apparaît très net, très certain et bien plus grand.

C'est ainsi, comme nous l'avons mentionné déjà, que la submersion permet d'éviter la gelée, qui constitue incontestablement le plus terrible des fléaux qui menacent tous les ans les viticulteurs, à ce point qu'il est le plus grand obstacle à la culture de la vigne dans toute la France. On peut dire, d'une façon générale, que tout vignoble est frappé une année sur trois de cette redoutable atteinte dont les conséquences vont parfois, surtout pour les gelées d'hiver, jusqu'à causer la mort de nombreux ceps. Il n'est pas rare de voir des gelées emporter le tiers ou la moitié de la récolte normale prévue. Dans ces conditions, combien insuffisante est la charge de 6 francs par hectare et par an, qui représente seule les risques que fait courir ce fléau à la viticulture languedocienne, et combien plus grand est en réalité l'avantage des vignobles de notre région. Mais comment évaluer autrement cet avantage? On peut en dire seulement qu'il assure un rendement annuel beaucoup plus régulier et qu'il enlève ainsi à l'entreprise le caractère aléatoire qu'elle a toujours ailleurs de ce chef.

De même, concourent à ce même résultat si impor-

tant : la régularité dans le rendement, l'impossibilité ou les difficultés où se trouvent, du fait de la submersion, de se développer toutes sortes de bêtes, d'œufs, de larves, de vers, de chrysalides qui, sous le nom de vers blancs, eumolpes, altises, pyrales, cochyliis, etc., etc., viennent encore réduire la récolte annuelle du vignoble. La preuve en est que dans la viticulture languedocienne ce sont les années de sécheresse qui sont les plus propices aux développements des ces fléaux.

Enfin, on peut encore citer à l'avantage du système submersionniste qu'il ne nécessite pas une reconstitution du vignoble aussi tôt que le système ordinaire à cause de l'utilisation qu'il fait du plant direct, les vignes greffées présentant une longévité, non discutée, de durée moindre que les plants directs.

La submersion est ou individuelle ou collective.

Là où l'exploitation est riveraine d'un cours d'eau, on prend et l'on restitue directement les eaux au fleuve. Mais il arrive que les exploitations sont trop éloignées des cours d'eau pour avoir recours à ce procédé. Dans ce cas, elles forment entre elles des associations syndicales.

Il y a même deux sortes d'associations : les *associations d'irrigation* qui possèdent une prise d'eau sur le fleuve et un canal (ou « roubine ») alimenté par cette prise d'eau, sur lequel les différents propriétaires installent leur prise d'eau individuelle, pour irriguer, et des *associations d'égouts*, ou de vidange. Celles-ci possèdent un canal collecteur dans lequel les différents submersionnistes évacuent les eaux de submersion.

Les associés sont toujours des propriétaires de grandes exploitations, les frais syndicaux restant toujours très considérables. Il ne faut même pas s'attendre à rencontrer des groupements de petites exploitations syndiquées comme on en voit au nord d'Arles ou dans le Vaucluse (il s'agit, dans ces dernières régions, d'irrigation naturelle sans prise d'eau à vapeur).

Les différentes roubines sont, en Camargue : la Triquette (18 km.), la Petite Montlong, la Grande Montlong, l'Aube de Bouic, le canal du Japon (15 km.), le Sambuc, etc., sur la rive gauche ; et, sur la rive droite : la Trésorière, le Saliers, le Petit Arnaud, etc. Ces roubines, sauf la Triquette, plus rapprochée d'Arles, groupent un nombre très restreint d'adhérents. Elles sont d'origine très ancienne : la Triquette date de 1637 ; la Petite Montlong, de 1604. Elles usaient, avant la reconstitution du vignoble, qui exige des quantités d'eau considérables, d'appareils très primitifs.

Le régime de ces associations est très compliqué.

Pour en donner un exemple nous allons analyser rapidement celui de l'Association de la Triquette.

Le dernier règlement de cette Association, remanié en 1896, détermine les classes d'arrosants, les catégories de submersibles et les sections d'arrosage.

Art. 28. — « Il est fondé quatre classes d'arrosants : La première, comprenant les souscripteurs ayant contracté avant le 1^{er} janvier 1895 pour l'irrigation ou la submersion d'un nombre d'hectares variable, un engagement d'une durée égale au temps nécessaire à l'amortissement de l'emprunt. — Ces premiers sous-

cripteurs sont considérés comme « membres fondateurs de la transformation et de l'amélioration » de la Triquette. A ce titre, ils auront droit d'accroître la surface des arrosages primitivement engagés, au moyen de souscriptions même temporaires, et aux mêmes conditions de prix que leurs premiers engagements. Ils devront toutefois prévenir les syndics en temps opportun de leurs intentions, toute attribution d'eau supplémentaire ne pouvant leur être faite tout autant et seulement qu'il restera à ce moment des excédents d'eau disponibles.

La seconde classe comprend les propriétaires souscripteurs dans les mêmes conditions que ceux de la première, mais ne s'étant engagés qu'après le 1^{er} janvier 1895.

La troisième classe est formée des propriétaires et des fermiers qui ne prendront que des engagements d'une durée moindre, laquelle ne pourra du moins être inférieure à deux ans.

La quatrième classe s'applique aux arrosages accidentels.

Les arrosants ou submersionnistes de la 3^e classe, paient 20 % de plus que ceux de la 1^{re}; les arrosants ou submersionnistes de la 2^e, 10 % de plus que ceux de la 1^{re}, et 10 % de moins que ceux de la troisième.

Les prix afférents à chacun des submersionnistes ne pourront être établis définitivement qu'au moment de la clôture de l'exercice, puisqu'ils resteront subordonnés au nombre d'arrosants et submersionnistes pendant la campagne précédente, à la durée du fonctionnement de la machine, etc.

Il faut donc répartir les frais suivant la classe d'associés, mais il faut tenir compte des cultures réparties en six catégories (fourrage, vignes, rizière, cultures maraîchères, arrosages accidentels). Chacune est à son tour affectée d'un coefficient.

Enfin, il va sans dire que l'on paie suivant la superficie submergée.

Les règlements d'arrosages prévoient la période affectée à la submersion : 1° par section ; 2° par cultures.

Le budget de cette association s'élève en moyenne à une cinquantaine de mille francs.

Les règlements des autres associations syndicales ne sont pas moins compliqués. Ils sont d'ailleurs difficiles à connaître comme tout ce qui a trait au fonctionnement financier des associations syndicales, au nombre d'hectares arrosés, etc. Chaque associé garde un silence prudent, et, apparemment, seule une délibération de l'Assemblée générale d'associés pourrait délier la langue du receveur des associations syndicales.

Notons cependant une particularité de la roubine « Petit Montlong ». Cette roubine comprend deux associations : les arrosants et les submersionnistes à vapeur. Les premiers usent du Rhône naturellement, c'est-à-dire pour les usages domestiques et la submersion des marais (rosellières). Ils usent de l'eau même quand on fait marcher la machine, mais seulement en vue des usages anciens (Il y eut des difficultés entre arrosants et submersionnistes à propos de l'entretien de la roubine ; les arrosants se plaignaient de ce que les submersionnistes colmataient le canal, en sorte que

les eaux naturelles étaient devenues plus rares, d'où le droit pour les arrosants d'user d'eaux élevées à la machine.) Autrefois les arrosants dépensaient 2.500 fr. par an pour l'entretien ; ils versent aujourd'hui cette somme aux submersionnistes et ne se mêlent plus de rien.

Ce coup d'œil jeté sur le fonctionnement juridique des associations syndicales, institution destinée à utiliser le régime d'eau et à parer à son insuffisance, il faudrait en indiquer le prix de revient. Ces frais sont plus considérables pour le syndiqué que pour le submersionniste isolé. Il lui faut payer la contribution à l'association syndicale et cette somme n'est pas inférieure bien souvent à celle qu'il paierait pour une prise d'eau autonome. D'autre part, le submersionniste associé doit installer une prise d'eau sur la roubine collective, ce qui est une cause de nouveaux frais pour lui.

La roubine est, en effet, en contre bas. La plupart du temps, les eaux creusent un sillon, et les alluvions s'accumulent sur les bords par suite des orages. Ces frais supplémentaires auraient été évités si les roubines avaient été construites en remblai : une simple vanne eût alors suffi à l'irrigation. Mais, nous l'avons déjà dit, ces roubines sont d'institution très ancienne. Les nouvelles, notamment celles de Sambuc, commencées en 1896, sont construites en ciment, en forme de talus. C'est une mise de fonds plus considérable pour les associés, mais une économie notable pour les arrosants.

Le problème de l'arrosage se double de celui de l'as-

séchement : il faut évacuer les eaux. Des associations d'égout ont été instituées à cet effet. Ce sont des associations de vidange. Elles sont aussi très anciennes. Parmi les principales de Camargue, citons : l'Association d'égouts de Roquemaure (1681), de la Corrège et Camargue-Mayor (1643). Cette dernière est la plus importante. C'est sur elle que viennent se greffer l'égout de Saliers, l'égout des Avergues de Gimeaux et l'égout de la Gran Mar.

Les égouts de Camargue débouchent dans le Vacarès. A ce sujet, il s'est élevé un procès assez curieux entre la Compagnie Péchinet, propriétaire des pêcheries du Vacarès (et en même temps de salins et d'exploitation agricole), et environ cent cinquante propriétaires de Camargue. La Compagnie refuse de recevoir les eaux d'égout, sous prétexte que ces eaux ne sont pas naturelles, mais industrielles.

Comme les roubines, les vidanges prélèvent des cotisations qui grèvent encore les frais généraux de submersion.

L'étude des conditions spéciales de la production, et notamment de la submersion, nous a donc permis de déterminer, dans une certaine mesure, quelques-unes des modifications apportées aux conditions générales de la viticulture et de marquer, dès le début, les caractères techniques très spéciaux de la production dans notre région.

CHAPITRE II

Conditions techniques générales

Les conditions techniques spéciales agissent d'abord sur l'espèce de culture.

La principale, la submersion, nous l'avons vu, n'est possible qu'avec des cultures très rémunératrices. Les céréales ont donc peu à peu reculé pour faire place aux plantes fourragères et à la vigne. L'extension du vignoble ne s'est pas effectuée par le défrichement et le dessalement de terres nouvelles. C'est à peine si, depuis 1817, les défrichements ont augmenté de 2,000 hectares la superficie des terres labourables. La viticulture s'est développée aux dépens des autres cultures, par substitution. On a transformé des terres labourables en vignobles et l'on a amélioré la submersion. Aussi le pays tendait-il très rapidement, avant la crise, vers la monoculture viticole.

Dans son expansion viticole, notre région a bénéficié d'un certain nombre de circonstances exceptionnelles.

Tandis que la sécheresse a voué le Languedoc à la viticulture presque exclusivement (les fourrages et les céréales ne sont pas suffisamment rémunérateurs dans

les pays secs), notre région était restée polyculturelle et rien ne l'incitait, sauf en cas de bénéfice exceptionnel, à modifier son organisation économique.

La nécessité fit au Languedoc une obligation de chercher toujours et quand même, malgré la crise phylloxérique, son salut dans une régénération des vignobles.

L'Hérault, par nécessité, s'est adonné aux expériences les plus incertaines. Les régions déjà viticoles ont fait des essais coûteux ; notre région a pu bénéficier de ces tâtonnements.

Quand les procédés de reconstitution ont été fixés, quand les cours ont récompensé l'effort des pionniers de l'industrie viticole, les agriculteurs de notre région n'ont eu qu'à mettre à profit les travaux de leurs devanciers. Sans débours inutiles, ils ont pu créer de superbes vignobles.

Dès 1878, lorsqu'on apprend que la submersion préserve la vigne des atteintes du phylloxéra, « le Bas-Pays », outillé pour la submersion, encouragé par les cours qui atteignaient à ce moment jusqu'à 35 francs l'hectolitre, s'adonne à la culture viticole. Dès lors se créent et se développent de magnifiques vignobles, presque toujours réussis sans coup férir et sans inutiles débours.

Dès 1880, le mouvement s'affirme. L'examen des livres des propriétés montre bien cette extension. Malgré tout, on hésite encore un peu ; on veut attendre les résultats des premières tentatives ; puis, ceux-ci connus, c'est un mouvement continu et ininterrompu vers la culture de la vigne.

Vers 1890, les grandes exploitations sont à peu près constituées, et de 1890 à 1900 elles amortissent, pour la plupart, leurs avances et leurs capitaux d'exploitation. La crise, qui les surprend en 1900, les trouve en pleine vigueur, capables du maximum de résistance.

Il suffirait de renvoyer le lecteur au *Guide des Vignobles Méridionaux* pour l'énumération des exploitations et les rendements.

Les exploitations viticoles étant d'origines récentes et d'importation étrangère, les viticulteurs n'ont pas subi l'influence de la routine ou de l'inspiration du hasard. Ils ont créé les vignobles d'après des méthodes rationnelles, en tenant compte des conditions techniques spéciales que leur imposait la nature de la région.

On peut grouper les procédés viticoles sous quatre chefs :

- 1° Plantation ;
- 2° Culture et entretien ;
- 3° Prophylaxie des maladies ;
- 4° Vinification.

1° *Plantation*. — C'est la partie de la technique viticole qui a été la plus lente à se préciser.

Le phylloxéra tue les vignes françaises. Il n'existe que deux moyens de les immuniser : injecter dans le sol du sulfure de carbone, ou submerger. Or, le sulfure de carbone est d'un prix coûteux, on l'emploie uniquement pour les vignobles de cru, dans la Bourgogne ou le Bordelais. La submersion dépend des con-

ditions naturelles ; mais cette pratique ne peut être générale dans le Languedoc, tant que ce pays manquera de canaux.

Le Languedoc eut recours, pour reconstituer son vignoble, à la vigne américaine, dont les travaux de Planchon ont montré l'immunité à l'égard du phylloxéra. Mais celle-ci, sauf quelques plants directs, ne portant pas de fruits utilisables, il faut donc greffer, sur les plants américains qui servent de porte-greffes, des greffons empruntés aux anciennes vignes françaises. Le choix du porte-greffe (il en existe à l'heure actuelle des variétés innombrables), la détermination du greffon, ont été autant de causes de succès et d'échec. Parfois, il a fallu arracher les plantations faute de plants appropriés, d'où retard et frais considérables pour la reconstitution du vignoble.

Mais même lorsqu'il a eu quelques périodes heureuses, le viticulteur du Languedoc fait, pour la plantation, des frais considérables. En voici le tableau, d'après M. Marès, rapporté par M. A. Berget ¹ (Nous prenons les chiffres minimum fournis par M. Marès) :

Première année :

1° Défonçage	Fr.	250
2° 10.000 greffes, racinés et soudés, à 120 fr. le mille.....		1.200
3° Échalassage, 20.000 échalas, 30 à 45 francs le mille.....		600
4° Frais d'alignement.		24
<i>A reporter...</i>		2.074

¹ *La Viticulture Nouvelle*, par A. Berget (F. Alcan), p. 126.

	<i>Report...</i>	2.074
5° Frais de plantation proprement dits.....		105
6° Fumure, 40 à 60 mc ³ , à 10 francs le mètre cube.....		400
7° Frais de culture.....		180

Deuxième année :

1° Remplacement des greffes, manquants : 5 %.	24
2° Culture	280

Troisième année :

1° Culture	300
------------------	-----

TOTAL... .. l'hectare. 3.363

Mettons en regard, au contraire, les frais du propriétaire de notre région :

Première année :

1° Défonçage	Fr.	250
2° 10.000 plants français, à 8 francs le mille (encore sont-ils prélevés sur la propriété).		80
3° Échalassage		600
4° Frais d'alignement.		24
5° Frais de plantation proprement dits.....		105
6° Fumure.. ..		400
7° Frais de culture... ..		180

Deuxième année :

1° Remplacement des plants : 5 %.....	4
2° Frais de culture.....	280

TOTAL..... l'hectare. 1.923

Troisième année :

Pas de frais spéciaux, la vigne rapportant, dès la deuxième année.

La plantation directe représente donc sur l'autre mode une plus-value de (3.363 — 1923) 1.440 fr.

En réalité, dans les exploitations que nous avons parcourues, les frais de plantation sont évalués à une somme de beaucoup inférieure à la somme de 1.923 fr. que nous leur avons attribuée. Les propriétaires évaluent à 1.200 fr., en moyenne, les frais de plantation. Ils ne comptent pas les 80 fr. de plants français, (parce qu'ils ne les achètent pas, les obtenant eux-mêmes sur l'exploitation) ni les 600 fr. d'échalassage (parce qu'ils usent de roseaux produits dans la propriété sur des parties du sol improductives, inutilisables telles que bords des cours d'eau, roubines).

Ainsi, tandis que les propriétés de l'Hérault sont grevées, selon M. Marès, du chef des plantations, d'une somme de 3.363 fr., soit, en réduisant encore sur le piquetage, de 2.763 fr., ce qui oblige l'exploitation à assurer le service annuel de ce capital, soit, à 5 % : 138 fr. 15, la propriété camarguaise n'est grevée que d'une somme de 1.200 fr. soit, pour le service du capital à 5 % : 60 fr. La différence, 78 fr. 15, constitue une prime du chef des plantations au profit de l'exploitation du « Bas-Pays ».

2° *Culture.* — Les travaux de culture sont sensiblement les mêmes dans toutes les exploitations : labourage, binage, sarclage, taille. On peut les évaluer à 300 fr. environ.

Sauf la taille, qui est de toute rigueur et qui constitue la condition *sine qua non* de la production, tous les travaux de culture sont contractibles, nous voulons dire qu'on peut en restreindre le nombre. Cette remarque vaut d'être faite, car ils pèsent lourdement, sous forme d'avances annuelles, sur le budget de l'exploitation.

Il est difficile de les évaluer isolément, car les comptabilités ne discernent pas l'affectation de la main-d'œuvre, et il est difficile de savoir si, dans le prix de la culture donné par le propriétaire, l'usure des outils, par exemple, est comptée

Il faut faire une place à part à la taille et à la fumure.

La taille détermine le rendement; une taille longue augmente la production, mais exige plus de fumier. — L'intensification est sensiblement plus que proportionnelle à l'augmentation des engrais. La limite apportée à cette intensification est la qualité du produit, qui, trop abondant, est d'une maturation incomplète, et qui donne un vin peu chargé en couleur et de faible degré alcoolique.

Pour remédier à ce dernier inconvénient, on a recours au sucrage ou chaptalisation des moûts, qui permet de hausser le degré et de rendre marchands des vins de mauvaises tenues. — Remarquons en passant, que les petits viticulteurs en réclament à grands cris la législation sucrière (1884-1890) détaxant le sucre employé à la vendange le droit de vinage sous forme de privilège illimité du bouilleur de cru,

sont généralement bien mal inspirés dans leurs revendications et leurs intérêts, car ce sont là des réformes surtout profitables à la grande exploitation à culture intensive.

La culture intensive en Camargue n'est pas poussée à son maximum ; elle épuise la vigne, entraîne des dépenses supplémentaires de treilles et de palissades, et gêne les travaux. La taille normale est la taille courte à gobelet.

La fumure normale s'effectue tous les trois ans : on peut l'évaluer à 120 fr. l'hectare en moyenne.

On se sert de fumier de ferme, de balayures de Marseille, auxquels on ajoute des superphosphates, de la potasse et de la chaux.

3° *Prophylaxie des maladies de la vigne.* — Les conditions naturelles spéciales de la région retentissent singulièrement sur la technique à employer. Le pays est favorisé d'une façon générale vis à-vis des perturbations atmosphériques, puisqu'il ignore la grêle et la gelée ; mais, en revanche, la proximité des rivières et d'eaux stagnantes, l'humidité du sol, le rendent singulièrement sensible aux maladies cryptogamiques, le mildew et l'oïdium en particulier. La pyrale aussi a commencé à y faire des ravages.

La lutte contre cet insecte nécessite un outillage spécial et commande une main-d'œuvre très appréciable. Mais, en 1903, la lutte contre la pyrale n'avait pas encore été généralisée et les frais qu'elle occasion-

naît ne se trouvaient pas représentés dans la plupart des comptabilités ¹.

Le blak-rot, l'antracnose, l'altise et quelques autres maladies ou fléaux de la vigne que l'on rencontre quelquefois ailleurs, n'ont jamais sérieusement progressé dans notre région, nous avons dit plus haut pourquoi.

C'est pourquoi nous nous bornerons seulement à l'étude de la prophylaxie du mildew et de l'oidium.

On remédie au premier par l'aspersion de bouillies à base de sulfate de cuivre sur les feuilles et les raisins, et au second par l'épandage de fleur de soufre sur le raisin.

Ces maladies sont très tenaces, notamment le mildew, dont le traitement ne peut être que préventif. Elles envahissent brusquement le vignoble et peuvent compromettre en quelques jours la récolte tout entière. Aussi faut-il agir fréquemment et rapidement.

Les viticulteurs de la région pratiquent de 8 à 16 sulfatages et jusqu'à 6 soufrages tandis que la moyenne dans l'Hérault est de quatre sulfatages et trois soufrages.

Les frais de ces opérations se décomposent en trois parties :

1° Les substances prophylactiques ;

¹ D'après M. Chauzit, *Revue Viticole*, 1906, les frais occasionnés par les différents procédés destinés à combattre la pyrale ne sont pas inférieurs à 50 ou 60 fr. par hectare.

2° Les appareils ;

3° La main-d'œuvre.

1° *Substances prophylactiques* — Le prix de revient des drogues est sensiblement le même dans toutes les exploitations.

Pour huit sulfatages dans la propriété A, on a utilisé 2.500 kilogs de sulfate de cuivre, soit 4,250 fr., soit 12 fr. 50 environ par hectare et par an.

Pour le soufrage, 3 soufrages à 60 kilogs par hectare, à 15 francs les 100 kilogs, soit 27 francs par hectare et par an.

Il est évident que ces frais sont moitié moindres dans les coteaux du Languedoc : soit 6 fr. 25 pour les sulfatages et 13 fr. 50 pour les soufrages.

2° *Les appareils*. — L'élément à considérer, c'est l'emploi des machines.

Pour le sulfatage, on peut employer des sulfateuses à dos d'homme (30 fr. pièce) ou à dos de mulet (650 fr. pièce).

La propriété A (100 hectares) emploie normalement 3 dos de mulet. Le travail moyen d'un dos de mulet est de 8 hectares, celui d'un appareil à dos d'homme est de 1 hectare. Le travail d'un dos de mulet est donc huit fois plus grand que celui de l'appareil à dos d'homme.

3° *La main-d'œuvre*. — L'équipe du dos de mulet (3 hommes et 2 bêtes) revient à 16 francs par jour ;

l'opération revient donc, par hectare, avec le dos de mulet à $\frac{16}{8} = 2$ francs, et avec l'appareil à dos d'homme à 3 francs, prix de la journée d'un homme, soit par an, pour le premier système, à 16 francs (8 sulfatages à 2 fr.), et pour le second à 24 francs (8 sulfatages à 3 fr.).

Calculons maintenant le prix de revient des deux appareils par hectare et par an. Il s'établit facilement ainsi :

Dos de mulet. — Puisqu'il faut 3 machines à dos de mulet pour assurer les 8 sulfatages annuels de 100 hectares, le prix de revient ressort à $\frac{650 \times 3}{100} = 19$ fr 50, par hectare et par an.

Dos d'homme. — Pour assurer les 8 sulfatages annuels avec la même rapidité qu'avec les 3 dos de mulet, il faut pouvoir disposer de huit fois plus d'appareils, puisqu'un appareil à dos de mulet fait huit fois plus de travail qu'un appareil à dos d'homme. Il faut donc (3×8) 24 sulfateuses à dos d'homme, soit, à 30 francs l'une, un capital investi de 720 francs. Cela met le prix de revient par hectare et par an, à 7 fr. 20.

Il reste à établir le prix de revient total par hectare de l'opération, par l'un et l'autre système, afin de pouvoir les comparer. Pour cela il n'y a qu'à tenir compte du prix des drogues, de la main-d'œuvre et de l'amortis-

sement des capitaux représentant la valeur des machines. Voici les prix que l'on obtient :

	Dos de mulet.	Dos d'homme.
Sulfate de cuivre... ..	12 fr. 50	12 fr. 50
Main-d'œuvre	16 fr. 00	24 fr. 00
Amortissement	1 fr. 95	0 fr. 72
Intérêt	0 fr. 05	négligeable.
	30 fr. 50	37 fr. 22

Un investissement de capital de (19,50 - 7,20) 12 fr. 30 par hectare et par an procure donc une plus-value de (37,22 - 30,50) 6 fr. 72, soit un profit de $\frac{6,72 \times 100}{12,30} = 50 \%$.

Cette plus-value est celle que permet de réaliser le sulfatage à dos de mulet par rapport à celui fait à dos d'homme dans la grande exploitation.

Mais aucun avantage n'apparaît en faveur de notre viticulture, si l'on compare l'emploi du premier système dans la grande exploitation avec l'usage du second pratiqué dans la propriété paysanne du Languedoc. Bien plus, c'est le système à dos d'homme qui apparaît, au contraire, comme le plus avantageux — et de beaucoup, — dans cette sorte d'exploitation. C'est que dans les petites exploitations, une surveillance plus étroite, de même qu'un zèle plus grand des journaliers, permettent de réaliser une économie de matière première et de main-d'œuvre qui peut atteindre jusqu'à 50 %. Dans ce cas, le bilan d'une petite exploitation pourrait être établi ainsi ;

Sulfate de cuivre.....	6 fr. 25
Main-d'œuvre.....	12 fr. 00
Amortissement du capital..	3 fr. 00
Intérêt.....	0 fr. 10
	21 fr. 35

La différence entre ce prix de revient et celui atteint par l'emploi du dos de mulet dans nos exploitations, soit (30 fr. 50 — 21 fr. 35) 9 fr. 15, est donc à l'avantage de la petite propriété paysanne du Languedoc.

Le soufrage comme le sulfatage donne lieu à trois sortes de frais : drogues, machines, main-d'œuvre.

1^o *Prix du soufre.* — On a déjà dit que le prix de revient de la matière première nécessaire aux trois opérations s'élevait pour le soufre seul à 27 francs par hectare.

2^o *Prix des appareils.* — Le soufrage s'effectue soit à l'aide de soufreuse à main, soit à la machine à dos d'homme, soit au dos de mulet.

Le premier système présentait l'avantage d'utiliser la main-d'œuvre féminine, soit 50 % de boni; mais il en résultait un gaspillage de soufre (50 % au moins), qui l'a fait abandonner. Il faut ajouter aussi que cette opération est très pénible, car le soufre projeté à la main en nuages épais attaquait la gorge et les yeux.

Les deux seuls systèmes en présence sont celui de la machine portative et du dos de mulet ou cyclone. Les prix des deux appareils sont sensiblement les mêmes

que pour le sulfatage : 30 francs l'appareil portatif, 650 francs la soufreuse cyclone.

La soufreuse cyclone, employée sur la propriété E et sur la propriété A, donne, selon la première, un travail de 50 hectares par jour, et, selon la deuxième, de 20 hectares seulement. Cette différence provient de ce que, dans la première, la machine travaille sans discontinuité à l'aide d'équipes qui se relaient. La seconde évaluation nous a paru plus normale. L'homme, avec une machine portative, fait en moyenne un hectare.

Pour effectuer le travail, soit 20 hectares, il suffit d'une journée d'une équipe (3 hommes, 2 chevaux), soit 16 francs.

Pour effectuer le même travail à dos d'homme, il faut 20 journées à 3 francs, soit 60 fr.

Le prix de revient de la main-d'œuvre est donc, à l'hectare et par opération, dans le premier système, de

$$\frac{16}{20} = 0 \text{ fr. } 80; \text{ dans le deuxième, de } \frac{60}{20} = 3 \text{ fr.}$$

Soit pour 6 opérations, c'est-à-dire par an et par hectare :

$$\text{Premier système, } 0 \text{ fr. } 80 \times 6 = 4 \text{ fr. } 80$$

$$\text{Second système, } 3 \text{ fr. } 00 \times 6 = 18 \text{ fr. } 00$$

Pour faire le prix de revient total, il faut ajouter le prix du soufre, de la main-d'œuvre, de l'intérêt et l'amortissement des machines.

Une machine de 650 francs suffit à 100 hectares, soit 6 fr. 50 de capital investi par hectare. Il faut pour effectuer le même travail dans le même temps vingt

machines à 30 francs, soit 600 francs ou 6 francs de capital investi par hectare.

On a donc :

Premier système :

Soufre	27 fr. 00
Main-d'œuvre	4 80
Amortissement (10 %) de 6 fr. 50.	0 65
Intérêt.....	négligeable
TOTAL.....	<u>32 fr. 45</u>

Deuxième système :

Soufre	27 fr. 00
Main-d'œuvre.....	18 00
Amortis. (10 %) du capital 6 fr...	0 60
Intérêt.....	négligeable
TOTAL.....	<u>45 fr. 60</u>

La différence est de (45 fr. 60 — 32 fr. 45) 13 fr. 15 par hectare, chiffre qui représente la supériorité économique du premier procédé sur le second, de la grande exploitation sur la petite.

Sil'on tient compte que la propriété paysanne du Languedoc use de machines portatives, mais réduit à trois le nombre d'opérations, on peut évaluer approximativement pour cette forme d'exploitation les frais du soufrage.

PROPRIÉTÉ PAYSANNE DU LANGUEDOC

Soufre	43 fr. 50
Main-d'œuvre	9 00
Amortis. du capital de 6 fr. à 10 %.....	0 60
Intérêt.....	négligeable
TOTAL.....	23 fr. 10

La différence (32 fr. 45 — 23 fr. 10) 9 fr. 35 représente, par hectare, l'infériorité économique du viticulteur camarguais au point de vue des frais de soufrage.

Il faut ajouter, pour être exact, que les chiffres que nous donnons représentent la production absolue du système à grand travail, le système à dos d'homme.

En réalité, le viticulteur ne peut pas profiter de toute cette productivité.

Il est des cas où le travail à main est indispensable; c'est lorsque l'opération est minutieuse, au début de la végétation, par exemple, en sorte que la machine à grand travail n'évince jamais complètement la petite.

La vinification. — Les frais de vinification se répartissent en :

- 1° La main-d'œuvre ;
- 2° L'outillage mécanique ;
- 3° Les constructions.

Quelques remarques générales préliminaires ne sont pas inutiles.

Les frais généraux apparents du chef de cette partie de la production semblent grever plus lourdement la grande propriété que la petite. Le petit propriétaire n'a généralement pas de cellier et vend la plupart du temps, à la récolte, sur pied ou à la cuve.

Le travail des vendanges est plus productif chez le petit propriétaire, qui tient son personnel sous la main, que dans la grande propriété, où le personnel, étant beaucoup plus considérable, plus mal recruté et plus mal surveillé, fournit un travail bien inférieur¹.

Enfin, le prix de revient moyen, du chef de la vinification, d'un hectolitre de vin est certainement meilleur marché dans la grande exploitation.

Ceci demande une explication. Tandis que le petit propriétaire produit généralement à peu près uniquement du vin de bouche (il utilise mal ou pas du tout ses marcs), dans la grande exploitation, au contraire, on fait rendre le plus possible à la vendange. Or le prix de revient du sous-produit est plus élevé que celui du vin de bouche ; d'où une moyenne relativement plus élevée dans l'ensemble, mais toute à l'avantage cependant du grand exploitant, dont le rendement global, par suite d'une manutention plus complète, est plus considérable en proportion que celui du petit exploitant.

D'autre part, même pour la production du vin de bouche, la grande exploitation récupère, par l'outillage

¹ La vendange revient à 0 fr. 70 environ dans la grande exploitation et seulement à 0 fr. 50 ou 0 fr. 60 par hectolitre à la petite exploitation en moyenne.

de son chais, les pertes qu'elle réalise par rapport à la petite propriété sur la cueillette de la vendange.

1° et 2° *Main-d'œuvre et outillage mécanique.* — Avec des fouloirs perfectionnés (turbine, noria, auge à vis d'Archimède), dont le coût est d'environ 8.000 fr., et une locomobile de 12.000 fr., on peut, avec 4 ouvriers, manutentionner 1.200 hectol. de vendanges (Mas de G.).

Sans l'outillage mécanique, il faudrait une quarantaine d'hommes pour effectuer le même travail.

Le coût de l'opération pour une durée de vingt jours peut donc s'établir ainsi :

1° Système à grand travail :

20 journées de 4 hommes à 4 francs.....	320 fr.
Charbon.....	500 fr.
Amortiss. de l'outillage (20.000 fr. à 5 %).	1.000 fr.
Moyenne des intérêts à 5 %.....	525 fr.
TOTAL.....	2.345 fr.

2° Système (ordinaire) :

20 journées de 40 hommes à 4 francs....	3.200 »
Amortissement de l'outillage (20 fouloirs à 500 fr pièce : 10.000 fr. à 5 %)	500 »
Moyenne des intérêts à 5 %.....	272 50
TOTAL.....	3.972 50

Pour 20.000 hectol. de vin traités, cela fait 0 fr. 11725 (en chiffres ronds : 0 fr. 12) l'hectolitre par le premier système, et 0 fr. 198625 (en chiffres ronds : 0 fr. 20) par le second.

Les 10.000 francs d'avance des machines nécessitées par le système de la grande exploitation (20.000 — 10.000) produisent donc au profit de la grande exploitation un boni de vinification proprement dite de 1.627 fr. 50 par an, soit 16,27 % par rapport à la petite.

Si l'on fait la somme des frais de cueillette et de cellier, on a :

Premier système, grande exploitation :

Cueillette.....	0 fr. 70
Cellier.....	0 fr. 12
TOTAL.....	0 fr. 82

Deuxième système, petite exploitation :

Cueillette.....	0 fr. 60
Cellier.....	0 fr. 20
TOTAL.....	0 fr. 80

soit une différence de 0 fr. 02 environ par hectolitre pour le seul vin de bouche, c'est-à-dire environ 2,50 % sur les frais de vinification.

Pour être complet, il faudrait entrer dans le détail des autres opérations de vinification : fabrication méthodique des piquettes par diffusion, distillation des moûts, traitement méthodique des marcs comme aliment du bétail ou engrais.

L'utilisation de ces sous-produits donnerait certainement un avantage considérable à la grande exploitation.

Il faut ajouter enfin, bien que nos hôtes nous aient paru au-dessus de tout soupçon, que l'isolement et l'éloignement peuvent porter un certain nombre de propriétaires à corriger, à l'abri des regards profanes des employés du fisc, l'insuffisance de la nature par un sucragé discret.

3° *Constructions.* — Ce qui grève le plus les grandes exploitations, c'est la nécessité de construire un chai.

La construction est, en effet, extrêmement coûteuse, il faut faire venir de très loin les matériaux, car il n'existe pas de pierre à bâtir dans la région. Tel chai (celui du Mas de G.), pour loger 20.000 hectol. a coûté 400.000 fr. Il est vrai que c'est une construction de luxe faite d'une seule voûte ! Mais on peut évaluer encore à 100.000 fr. environ une construction plus modeste pour loger la même récolte. Cela fait pour 200 hectares de propriété une immobilisation de 1.000 fr. par hectare.

Il faut joindre encore la vaisselle vinaire : foudres ou cuves. Les foudres en bois se paient de 5 fr. (en bois de Bourgogne) à 8 fr. (en bois de Trieste) l'hectolitre. Les cuves en sidéro-ciment, pouvant servir aussi à loger le vin, valent de 3 à 4 fr. l'hectolitre.

Il faut compter le quart d'avance en moyenne de l'ensemble de la récolte : autrement dit pour 20.000 hectolitres environ, 5.000 hectolitres de cuverie (on décuve tous les 4 ou 5 jours) soit en tout, par hectare (production de 120 hectolitres), 700 francs de vaisselle vinaire.

Enfin il faut joindre la machinerie proprement dite :

locomobile, fouloir ou turbine, norias, auge à vis d'Archimède ou Decauville et wagonnets, pompes à vapeur, pressoirs à vapeur, pompes à bras, pressoirs à bras ; le matériel est variable suivant les exploitations.

On voit que l'obligation, pour la grande exploitation, de vinifier et de conserver sa récolte, grève d'un minimum de 1.700 à 1.800 francs par hectare sa propriété. Cette obligation provient de la quantité considérable de produits que l'acheteur ne pourrait enlever à la vendange et charrier. D'autre part, cette avance est loin d'être improductive. Si l'on évalue à 1 fr. 50 en moyenne, par hectolitre, les frais occasionnés par cette obligation, on ne peut s'empêcher de reconnaître que cette somme correspond à une prime d'assurance contre les risques d'un effondrement des cours et permet au propriétaire d'attendre le moment favorable d'aborder le marché.

Ainsi familiarisés avec les conditions techniques et de production des grandes exploitations de la région qui nous occupe, nous pouvons aborder l'étude de leur fonctionnement économique.

Ce travail préliminaire n'aura pas été inutile, il nous permettra d'interpréter les comptabilités ; nous saurons, par exemple, où passent les avances faites par le compte capital au compte exploitation et nous serons à même de comparer la productivité concrète de telle ou telle condition naturelle et technique, avec la productivité abstraite du capital que ces conditions représentent ou qu'elles nécessitent.

DEUXIÈME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE

DE LA GRANDE PROPRIÉTÉ VITICOLE

DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC

Nous avons donc suivi dans sa formation et son développement technique la grande propriété viticole dans la région dont nous présentons l'étude.

A mesure que nous indiquions les opérations techniques, nous nous efforcions d'en déterminer le prix de revient et la productivité, par rapport aux autres modes d'exploitation, ou aux exploitations d'autres régions, et cela afin de mieux marquer le caractère spécial de l'objet de notre étude. Nous avons appris, chemin faisant, comment se répartissent les frais généraux moyens d'une grande exploitation. Mais nous en ignorons encore le fonctionnement économique ; nous ne nous faisons pas une idée d'ensemble des moyens financiers nécessaires à l'entreprise.

Et d'abord un certain nombre de frais nous ont échappé : ce sont tous ceux qui ne rentrent pas directement dans la production et qui n'en figurent pas moins, et parfois pour un chiffre considérable, sur les registres du comptable.

Ce fonctionnement ne peut être décrit que d'après les comptabilités et en les suivant pas à pas.

Nous diviserons cette étude en quatre chapitres :

1° LE CAPITAL FONCIER ;

2° LE CAPITAL D'EXPLOITATION ;

3° LE CAPITAL DE ROULEMENT ;

4° LE COUT DE PRODUCTION ET LE PROFIT.

CHAPITRE PREMIER

Capital Foncier

Le premier mot qui vient sous la plume n'est pas celui de capital foncier, mais de capital immobilier. On serait tenté d'étudier dans un même chapitre le sol et la construction.

En réalité, en procédant ainsi, on serait victime d'un préjugé juridique : économiquement parlant, les bâtisses sont des immeubles par destination, et à ce titre elles constituent une partie du capital d'exploitation. C'est donc sous ce chef qu'il faut les étudier, et que nous les étudierons.

Quelle est l'importance du capital foncier ?

Et d'abord ce capital représente en quelque sorte trois valeurs :

- 1° La valeur originaire du sol ;
- 2° La valeur actuelle du sol et des avances, bref son coût de production ;
- 3° Enfin sa valeur marchande, que l'on peut obtenir en capitalisant les intérêts et les profits.

Pour l'Hérault, M. Marès évalue :

1° le prix originaire du sol à 4.000 fr. [†] ;

2° Le coût de production à 7.000 fr. (ainsi obtenu : plantation et mise en culture : 2.150 fr., plus l'intérêt de 4.000 fr. pendant trois ans, soit 600 = total du coût de production : 7.000 fr. en chiffres ronds) ;

3° La valeur marchande atteignait, d'après lui dans la même région, avant la crise jusqu'à 8 ou 10.000 fr.

Quelle est donc la valeur originaire du sol dans notre région, sa valeur coût de production, enfin sa valeur marchande ?

1° *La valeur originaire du sol.* — La valeur originaire est faible. Le sol, même dans les endroits les plus fertiles, a toujours été d'un prix insignifiant. Pour la propriété E, 200 hectares de vignes plus 300 hectares de terres diversement labourables se sont payés 500.000 francs, soit 1.000 francs par hectare. Notons que cette propriété est très rapprochée d'Arles (12 kil.) et est desservie par le chemin de fer. Ce prix représente donc certainement un prix maximum.

Quelles sont les causes du bon marché du sol ? C'est d'abord l'éloignement de toute agglomération rurale. Les trois angles de la Camargue sont isolés par des distances respectives de : 45 kilomètres d'Arles aux Saintes-Maries, de 45 kilomètres d'Arles à Saint-Louis, de 70 kilomètres des Saintes-Maries à Saint-Louis. De même, Aigues-Mortes est à plus de 30 kilomètres des Saintes-Maries.

[†] D'après M. A. Berget, « *Viticulture Nouvelle*, » p. 125.

Sauf sur la ligne qui va de Marsillargues à Aigues-Mortes par Saint-Laurent, ou de Marsillargues à Arles par Vauvert, Gallician, Saint-Gilles, tout le centre est désert.

Pourquoi n'y a-t-il pas d'agglomération urbaine ? Cela tient peut-être au climat très fiévreux, au mauvais état antérieur des voies de communication. Quoi qu'il en soit, l'éloignement de toute agglomération est pour beaucoup dans le bon marché du terrain, de même que la proximité d'une ville est une cause d'enrichissement du sol. Cet éloignement contribue aussi à expliquer l'existence de grands tènements, la propriété étant moins morcellée dans un pays de faible population.

La deuxième cause, c'est, d'une part, les frais considérables pour la mise en rapport et surtout l'improductivité primitive avant la phase viticole. La culture était peu rémunératrice par rapport à celle de la vigne; aussi les capitaux hésitaient-ils. Ils préféraient se porter vers le Languedoc ou le Vaucluse, plus fertiles.

Le fait est que la plupart des fermes agricoles, fondées en Camargue avant la période viticole, ont périclité. La Société agricole de la Camargue, fondée en 1831, par le comte de D..., est liquidée en 1864. Il en est de même de la campagne de P... et du château d'A... (1860).

Le rapport de M. Jonquière (*Amélioration de la Camargue*. Travaux de la Commission, 1850) est à ce point de vue très significatif.

M. Jonquière voulait améliorer la Camargue pour la peupler et la coloniser. Il proposait, pour cela, des projets d'irrigation aux frais du Trésor, pour la rendre productive. « On doterait d'incalculables ressources

une contrée appauvrie et destinée à l'être davantage, tant que le blé restera son unique culture » (p. 44). « Cette culture est imposée par la nature du sol et la sécheresse du climat », etc. Il notait que la commune d'Arles était celle où les salaires des ouvriers agricoles étaient les plus élevés (p. 45). La cause en était, selon lui, non dans l'insalubrité, mais dans l'unicité (*sic*) des cultures. « A Arles, dit-il, à 20 francs l'hectolitre, le blé n'est pas rémunérateur. »

Ces deux causes : éloignement des centres urbains et improductivité, expliquent donc le bon marché relatif du sol.

Y a-t-il une hausse depuis ?

Cela est difficile à constater, car le mouvement des ventes a toujours été bien faible en Camargue. La Camargue se compose, en effet, de vieux domaines que leurs propriétaires mettent un point d'honneur à conserver, même incultes, quand ils sont ruinés, et qu'ils s'empressent de confier à un régisseur intelligent, quand ils ont des capitaux et un peu d'esprit pratique.

D'ailleurs les quelques ventes qui se font en temps de crise portent sur des propriétés en rapport, et non sur des terrains en friche, ce dont on ne peut tirer aucune conclusion.

Eu égard au prix d'achat, la propriété de notre région peut donc se contenter d'une productivité moindre. Elle n'a pas à servir l'intérêt annuel de 4.000 fr., soit 200 francs, mais celui d'un capital de 1.000 francs, soit 50 francs.

2° *La valeur-coût de production.* — Quant au coût

de production ou de mise en valeur, il suffit, pour l'obtenir, d'en additionner les éléments que nous connaissons déjà, soit :

1° Prix d'achat	4.000 fr.
2° Installation de submersibles	560
3° Frais de plantation	1.200
Soit	<u>2.760 fr.</u>

Le coût de production de l'exploitation n'étant dans l'Hérault, d'après M. Marès, que de 7.000 francs, cela fait un écart considérable.

Dans notre région, pour rémunérer le capital foncier global (y compris les avances incorporées), il suffit de 138 francs (intérêt annuel de 2.760 francs), tandis que dans l'Hérault il faut 350 francs, (intérêt de 7.000 francs à 5 %).

On voit de quelle rentabilité jouit l'exploitation du « Bas Pays » par rapport à celle de l'Hérault.

Une chose frappe : c'est le rapport du coût originaire et du coût de production. Tandis qu'il est des $\frac{2}{3}$ environ dans l'Hérault ($\frac{4.000}{7.000}$), la proportion est moitié moindre dans la région qui nous occupe ; elle est de $\frac{1}{3}$ ($\frac{1.000}{2.760}$) dans l'exploitation camarguaise ou du Bas-Languedoc. Aussi le capital originaire tend-il à perdre de plus en plus de son importance.

L'exploitation agricole fonctionne dans cette région comme une exploitation industrielle par rapport à la bâtisse ou à la construction dans laquelle elle exerce, c'est-à-dire que les avances en capital mobilier dépassent de beaucoup la valeur primitive du sol.

Cela est encore plus sensible quand on se rend compte que les deux capitaux, foncier et d'exploitation, sont solidaires.

La plupart des propriétaires nous affirment que la mise en valeur, le fonctionnement d'une exploitation, nécessitent un capital à peu près triple ou quadruple du capital d'achat. Cette considération est de nature à nous faire comprendre, en partie, la cause du mal dont souffre le petit propriétaire du Languedoc. Celui-ci n'a pas d'avances, ou ses avances ne dépassent que rarement le capital de sa propriété. Il a épuisé tout son avoir à créer des plantations ; or, il n'est point de culture qui exige tant de capitaux que la viticulture. C'est une culture de capitaliste. Aussi, les petits propriétaires succombent-ils sous le fardeau. Avec tant de capitaux, la propriété est improductive, par suite de la proportion énorme de frais généraux. Ces frais généraux, devenant chaque jour plus pressants, ne lui permettent pas de supporter la concurrence des grandes exploitations, dont le prix de revient est très faible. Aussi le petit propriétaire est-il souvent contraint de réaliser sa récolte à n'importe quel prix, sans qu'il puisse choisir son moment ; d'où désastre et marasme.

Le petit viticulteur ne survit qu'en exploitant lui-même, en faisant abstraction des revenus du capital foncier de la propriété et de la valeur de son travail. Le produit arrive ainsi à payer seulement les frais généraux de son exploitation. Au point de vue économique et aux yeux d'un comptable, une telle exploitation serait considérée comme donnant un revenu négatif. Elle tient, pourrait-on dire, suivant le mot

profond d'un humoriste : « Elle tient parce qu'elle en a pris l'habitude » ¹.

3° *La valeur marchande*. — Quant à la troisième valeur de l'exploitation, elle est difficile à déterminer : d'abord les ventes effectuées avant 1903 sont très rares ; ensuite, les profits sont variables et leur calcul n'est pas chose aisée ; enfin, et surtout, la crise récente a jeté la panique et a contribué à déprécier plus que de raison les exploitations viticoles.

D'une manière générale toutefois, on peut dire qu'avant 1903 cette valeur effective dépassait le coût de production. En 1896-1898, la plupart des exploitations visitées avaient non seulement couvert le prix d'achat, mais payé l'amortissement du capital investi et du capital d'exploitation (et payé les intérêts). Aussi n'avaient-elles théoriquement qu'à couvrir les frais d'exploitation et les intérêts (En réalité, en bons comptes, les différents exploitants ont donné quand même une valeur à ces capitaux amortis.)

Les considérants qui précèdent contribuent à expliquer :

- 1° Pourquoi la propriété n'est pas morcelée ;
- 2° Pourquoi les exploitations sont de grandes exploitations.

La première cause tient au bon marché du terrain ; la seconde aux frais considérables de mise en valeur.

¹ Courteline ; « *L'article 330* ».

Ces frais, malgré la productivité, limitent l'exploitation. S'il faut un capital trois ou quatre fois plus considérable que la valeur d'origine du terrain pour pouvoir l'exploiter, on comprend que, passé certaines limites, il faudrait des fortunes considérables pour organiser et gérer un domaine viticole trop étendu ; à moins d'avoir recours aux emprunts fonciers, ce qui est l'exception pour les domaines dont nous parlons. C'est pourquoi l'exploitation viticole ne comprend pas d'ordinaire tout le tènement. Il n'est pas rare de rencontrer des propriétés de 500, 1.000 et même de 3.000 hectares (Mas de Ch.), mais une partie infime, en proportion du reste, est seule mise en valeur. En Camargue notamment, il n'existe pas d'exploitation supérieure à 300 hectares de vignes. Seuls, les Salins du Midi, vers Aigues-Mortes, possèdent 750 hectares de vignes qui sont répartis en quatre exploitations ¹.

¹ On pourrait s'étonner que nous n'ayons pas fait porter notre enquête sur une si « grande exploitation viticole ». — A cela nous répondrions : 1° que ce vaste domaine ne se trouve pas situé dans la région qui nous occupe ; 2° que la culture de la vigne y est très spéciale, se faisant dans les sables (pas de submersion, etc.) ; 3° que l'exploitation agricole est solidaire d'une exploitation industrielle dont le personnel lui rend de très grands services.

CHAPITRE II

Capital d'Exploitation

En étudiant la technique viticole et en relevant, au fur et à mesure, les frais nécessités par telle ou telle opération, on se pénètre sans doute du rôle de ce capital d'exploitation, mais on ne peut en saisir l'importance relative. Il existe toute une catégorie de dépenses dont la productivité ne ressort pas au premier abord, et qui ne jouent qu'un rôle indirect dans la production. Seul l'inventaire fait apparaître tous les éléments du capital d'exploitation.

On peut répartir ce capital sous trois chefs :

- 1° Le bétail ;
- 2° Le matériel,
- 3° Les constructions.

1° *Le Bétail*. — On se fait généralement une idée assez fausse quand on s' imagine qu'une grande exploitation agricole doit éliminer la force animale pour la remplacer par des machines. Bien au contraire, la machinofacture n'est possible dans cette sorte d'industrie, et surtout dans l'industrie viticole, qu'à l'aide de traction animale : les sulfatages, les soufrages à grand travail,

le charroi sur wagonnets s'effectuent à l'aide de chevaux. Bien plus, la grande propriété peut occuper de façon continue son bétail, tandis que la petite propriété ne l'utilise que pour les labours et les charrois.

Exemple : La propriété E (200 hectares en vignes), possède 25 bêtes ; la propriété D (55 hectares) possède 10 chevaux ; la propriété A (100 hectares) possède 18 bêtes.

Il est difficile de fixer un rapport entre le nombre de chevaux et le nombre d'hectares ¹.

Un cheval coûte en moyenne 1.000 fr. de prix d'achat. On doit considérer qu'il perd chaque année 100 fr. de son prix : il faut donc défalquer 150 fr. pour l'amortissement sans compter la nourriture évaluée de 3 à 400 fr. On peut, vu l'achat et l'entretien des harnais, estimer à 500 fr. par an le coût annuel d'un cheval, d'où une charge de 100 fr. par hectare environ pour son entretien. — Cette somme, si elle fait parfois double emploi avec celle qui est affectée à la journée du cheval pour la culture, ne se confond pas exactement avec elle : il faut, en effet, tenir compte des charrois qui ne rentrent pas directement dans le produit, ni la culture.

Ces frais accessoires (entretien continu d'un cheval, même pendant les intempéries où les périodes de chômage ne permettent pas de l'utiliser) ont pour effet de limiter au nombre de bêtes que l'on peut utiliser

¹ Peut-être un cheval pour cinq hectares. — Ce nombre varie d'ailleurs parce que les bêtes sont aussi employées au charroi et que celui-ci est grandement facilité suivant l'éloignement de la propriété des centres urbains et du plus ou moins bon état des chemins.

toute l'année, le bétail d'exploitation. Pour les labou-
rages du printemps, on préfère prendre du renfort et
louer en journée les paysans avec leurs bêtes, quand
cela est possible.

2° *Le Matériel.* — Il faut voir le détail d'un inventaire
pour se faire une idée de la multitude de frais que
nécessite l'exploitation de ces grandes propriétés.

Exemple : la propriété E, dans son inventaire de
1902, indique (l'amortissement est déjà à 50 %) :

Dix charrettes fortes.....	Fr. 3.125
Un charreton.....	200
Deux charrettes tirasses.....	400
Harnais.....	1.600
Trois voitures.....	960
Quarante soufreuses.....	920
Un charreton.....	20
Sept croskills.....	805
Trente-trois coutriers.....	859
Trois autres coutriers.....	75
Sept coutriers à deux bêtes.....	280
Quatre brabantones.....	100
Six charrues Olivers.....	571
Six cultivators coudés.....	660
Un cultivator à deux bêtes.....	160
Onze bineuses coudées.....	370
Deux bineuses soc large.....	75
Un enjonqueur.....	50
Deux gratteuses.....	50
Trois griffons.....	380
Vingt houes Pilter.....	1.365

Dix-huit massettes	1.150
Matériel de jardin.....	128
Forge	637
Locomobile et machine fixe	25.000
Ménage	2.851
Basse-cour.	1.043
Vacherie.....	1.035
Bourrelier	38
Cordonnier	41
Menuisier.....	341
Ferblantier	36
Lavoir	314
Tourelle à eau.....	4.494
Relieur.....	16
Tonnellier.....	960
Tailleur.	250
Château	4.584
Une soufreuse Cyclone.....	600
Six pulvérisateurs.....	3.000
Gérance	509
Decauville (700 mètres de rail, six wagonnets)	1.418
Bétail (25 bêtes).....	14.145
Coiffeur	290
Fourrages en magasin..	12.389

CELLIER

Bascules : bascule fixe, dans la cour.	950
Bascule A	300
— B.....	415

Bascule C	360
— D	300
Mille trois cent quatre-vingt-une cornues, à 3 francs	4.143
Soixante-quatre demi-muids, à 25 francs	1.600
Quatorze foudres n° 1	16.251
— — n° 2	
Vingt-deux foudres n° 3	104.790
Quinze foudres n° 4	
Quinze amphores en sidéro-ciment n° 2	34.491
Quatre amphores en sidéro-ciment n° 3	
Une pompe aspirante	
Pressoir n° 1	1.500
— n° 3	200
Pressoir Mabilie à vapeur	2.220
Une pompe Vigouroux	740
Cent quatre-vingt-treize seaux à vendanges	...

Cela fait déjà 220.000 francs, en chiffres ronds, soit 440.000 francs (du chef de l'amortissement). Ainsi, une propriété de 200 hectares a nécessité un capital d'exploitation de 440.000 francs (non compris la construction), soit 2.200 francs l'hectare.

On remarquera dans l'inventaire cette particularité bizarre, qui provient de la nécessité où se trouve la grande propriété de se suffire à elle-même : un capital

assez rondelet est affecté à diverses entreprises confiées dans les agglomérations urbaines aux gens de métier. On assiste à une sorte d'intégration des métiers, opérée par l'exploitation qui tend à se transformer en centre économique autonome. La raison en est non pas dans une spéculation destinée à économiser sur les gens de métier, mais dans l'éloignement de la ville qui met la grande exploitation en demeure de pourvoir elle-même à tous ses besoins, de là les comptes des ateliers de tonnelier, bourrelier, maréchal, relieur, etc., que l'on voit portés sur l'inventaire.

3° *Les constructions.* — Quant aux constructions, elles reviennent — on l'a déjà dit — pour l'exploitation à 1.000 fr. par hectare, mais il faut loger le personnel, d'où une extension de construction. Dès lors, il faut organiser des habitations pour les régisseurs, payre, journaliers même et pour les domestiques qui ne peuvent se contenter du grenier, supportable en été mais inconfortable en hiver.

Outre l'habitation, il faut des écuries, des hangars, des communs de toutes sortes. C'est ainsi qu'on a vu figurer pour 4.494 francs une « tourelle », qui est destinée à distribuer de l'eau dans l'habitation, les écuries, la cave, etc. D'une façon générale, les inventaires permettent de constater l'accroissement du capital improductif qu'alourdit encore le capital d'exploitation proprement dit, en sorte que si l'accroissement de l'outillage augmente la productivité, en revanche l'accroissement du capital improductif récupère en partie les bénéfices réalisés de ce chef.

CHAPITRE IV

Fonds de roulement

Sous ce vocable, il faut entendre les avances annuelles, productives ou improductives, l'amortissement des capitaux qu'elles représentent, leur intérêt et enfin le capital de réserve nécessaire à parer aux nécessités imprévues.

Nous connaissons quelques-unes de ces avances annuelles. On peut les récapituler.

Nous tiendrons compte tout à l'heure de l'amortissement et des intérêts des capitaux investis.

Ce sont :

Submersion	{ fonctionnement, charbon compris 50 nettoyage des bourrelets et des canaux..... 20 }	70
Culture.....		300
Fumure.....		120
Sulfatage..	{ bouillie..... 12,50 main-d'œuvre..... 16 }	28 50
Soufrage...	{ soufre..... 27 main-d'œuvre..... 4,80 }	31,80
Vinification : 0 fr. 82 par hectolitre, soit 120 hectolitres à l'hectare		98,40
TOTAL.....		648,70

Mais il existe d'autres avances annuelles : ce sont les impôts.

Le pays jouit sous ce rapport d'une situation privilégiée.

En vertu du système déplorable de l'assiette de l'impôt foncier, des propriétés considérées de dernière catégorie lors de la confection du cadastre, continuent, en vertu de l'immutabilité des évaluations cadastrales, à être imposées d'une façon dérisoire par rapport à leur revenu actuel.

Exemples : la propriété du marquis d'A..., comprenant 715 hectares, dont 150 en vignobles, paie 3.332 francs.

Le domaine de A. ., 120 hectares de terrain dont 100 en vignobles, paie 1.223 francs.

La propriété de M. A..., près d'Arles, qui produit, paraît-il, environ 3.000 hectolitres de vin, est imposée pour 25 francs.

En revanche, la vieille propriété est imposée en moyenne de 50 francs par hectare.

Dans notre région, c'est tout juste si l'on atteint 10 francs.

Ces inégalités fiscales sont choquantes, mais il est douteux que les habitants demandent la réfection du cadastre, qui pourtant s'impose.

Il faut encore ajouter les assurances pour les ouvriers agricoles (1 fr. 60 par hectare).

Cela fait un total d'avances annuelles de :

Avances productives	648 fr. 70
Impôt.	10 »
Assurances.	1 60
TOTAL.	<u>660 fr. 30</u>

Soit, en chiffres ronds, 660 francs par hectare.

Il faut y joindre l'amortissement du capital, 5.200 fr., ainsi représenté :

Valeur primitive du sol.....	1.000 fr.
Plantation (non compris la machinerie des submersibles comprise dans l'inventaire).....	1.200
Bâtisses.....	1.000
Autres capitaux d'exploitation...	2.200
TOTAL	5.400 fr.

Le capital foncier pour le sol brut n'a pas besoin d'être amorti ; mais les plantations sujettes à l'étiollement et d'une durée limitée, doivent être amorties, vu les accidents divers (sel, maladies, manquants, etc), auxquels elles sont soumises. Il en est de même pour le capital représentant les bâtisses et le matériel d'exploitation.

Amortissement (en 10 ans) des plantations..	120 fr.
— (en 20 ans) des bâtisses.....	50
— (en 10 ans) du matériel d'exploitation	220
TOTAL	390 fr.

La charge d'amortissement est donc de ces différents chefs de 390 francs environ.

Il faut y joindre le service des intérêts de 5.400 fr. à 5 %, soit 261 fr., ce qui donne le total suivant :

Total avances.....	660 fr.
Amortissements..	390
Intérêts des capitaux...	261
TOTAL.....	1.311 fr.

Il faut donc un fonds de roulement minimum de 1.300 francs environ, par hectare, pour payer les différents services des capitaux investis et les avances annuelles.

Ce chiffre n'a évidemment rien d'absolu.

On se rend, en effet, aisément compte qu'il est très élastique. Ainsi, suivant les années, le compte d'amortissement et services d'intérêts des capitaux fonctionne ou ne fonctionne pas, soit, de suite, une différence de $(390 + 260)$ 650 francs. A la rigueur, la propriété peut donc fonctionner avec un fonds de roulement de $(1300 - 650)$ 650 fr., représentant les avances annuelles et cette somme peut même être restreinte en temps de crise, en supprimant les 120 francs de fumure et 100 fr. de culture environ, soit $(650 - 220)$ 430 francs.

Mais il faut ajouter que, dans les mauvaises années, les ventes étant différées, on peut être appelé à faire face aux avances de deux années, soit $(650 + 430)$ 1.080 francs par hectare. Cette somme représente un minimum de fonds de roulement sans laquelle l'exploitation n'est pas possible, à moins d'avoir recours au crédit.

Si l'on fait la comparaison des frais généraux des diverses propriétés étudiées, on s'aperçoit qu'aucune ne donne une moyenne par hectare coïncidant exactement avec la nôtre. La propriété A dépense effectivement par an :

Culture.....	80.000 fr.
Fumure.....	10.000 fr.
Sulfatage... ..	1.250 fr.

Soufre.	2.000 fr.
Roubine.	160 fr.
Machine.	5.000 fr.

Cela fait environ 100.000 francs, mais l'on ne tient pas compte de l'amortissement, ni de l'intérêt du capital.

Cela ferait un chiffre sensiblement supérieur, soit 100.000 + 50.000 d'intérêt et 20.000 d'amortissement = 170.000 francs. Mais comme il y a encore environ 30 hectares d'autres cultures, en les y comprenant on approche sensiblement de notre moyenne.

Dans la propriété C (55 hect^{res}), on compte 57.000 fr. de frais généraux (non compris l'amortissement et l'intérêt), ce qui donnerait une moyenne de 1.600 francs par hectare. Il est vrai de dire que le rendement y est supérieur à la moyenne.

Dans la propriété D, voisine de C (60 hectares), on compte 60.000 fr., toujours dans les mêmes conditions, ce qui ferait 1.000 francs l'hectare.

Ce qui frappe surtout dans le compte des dépenses annuelles, c'est la proportion des salaires : 70.000 fr. dans la propriété A. Cela ferait 70 % si l'on suivait sa méthode comptable. Par rapport à la nôtre, qui tient compte du service des capitaux, cela fait la moitié environ.

Toutes ces avances sont loin d'être régulières. Si l'on suit la comptabilité mois par mois, on s'aperçoit qu'elles s'effectuent par à-coup. Les deux périodes les plus avides d'avances sont : le début du printemps, mars-avril, et les vendanges, en septembre.

La période du printemps est le signal de travaux de

toutes sortes : labourage, fumure, taille, premiers soufrages et sulfatages, etc.

Celle de septembre est celle des vendanges où l'on emploie un nombreux personnel à hauts salaires.

Or ces deux périodes coïncident en général avec celle des ventes, le viticulteur attendant les gelées de mars et d'avril, qui peuvent amener une hausse lorsqu'il n'a pas vendu à la récolte. Il suffit de constater que ces deux époques coïncident avec le moment où le viticulteur a le plus besoin d'argent. Cette considération n'est pas toujours étrangère à la réalisation des récoltes.

CHAPITRE IV

Coût de production et profit

Nous connaissons approximativement les frais généraux qui grèvent un hectare de vigne, soit 650 francs d'avances (contractibles en 430) et 650 francs du service des capitaux, c'est-à-dire environ 1.300 francs par hectare. C'est là le coût normal de production.

La productivité de l'entreprise dépend du rendement et du prix moyen.

Le rendement moyen est de 120 hectolitres à l'hectare. Un certain nombre d'exploitations dépassent ce chiffre et donnent 150 et même 200 hectolitres à l'hectare.

Le rendement est sensiblement plus constant dans notre région que dans l'Hérault, par exemple, le vignoble ne craignant ni la gelée, ni la sécheresse et le viticulteur prévoyant pouvant enrayer les plus graves maladies de ses vignobles.

Aussi l'écart moyen du rendement ne varie-t-il guère que d'un tiers en dessus ou en dessous. Dans l'Hérault, au contraire, la récolte est parfois diminuée de moitié ou des trois quarts, du chef de certaines catastrophes que le viticulteur ne peut empêcher.

Ce rendement moyen de 120 hectolitres à l'hectare

permet, à l'aide d'un très simple barème, de calculer, étant donné les prix, quels cours sont rémunérateurs.

A 10 fr. 85 $\left(\frac{1.300 \text{ fr.}}{120 \text{ hect.}} \right)$, le coût de production est assuré ; le cours est même rémunérateur pour les capitaux auxquels il assure un intérêt de 5 %.

A 5 fr. 75 $\left(\frac{690 \text{ fr.}}{120 \text{ hect.}} \right)$, les cours assurent le fonctionnement de l'entreprise, mais les capitaux ne sont plus rémunérés.

A 3 fr. 60 $\left(\frac{430 \text{ fr.}}{120 \text{ hect.}} \right)$, l'entreprise paie encore ses frais restreints au minimum. — Au-dessous, c'est le déficit.

Mais il en est de l'exploitation viticole comme de l'exploitation industrielle : il est plus avantageux de continuer à produire à perte que d'arrêter la production. L'arrêt équivaldrait à l'anéantissement de 1.200 francs de plantations, aussi le viticulteur continue t-il à produire à perte jusqu'au jour où il a épuisé son capital de réserve. Il n'a plus alors qu'à liquider.

Ces liquidations de grands domaines, fréquentes dans d'autres régions, ont été, jusqu'en 1903, plutôt rares dans notre région. Il s'agit de très anciens biens de famille appartenant à des gens très riches, qui mettent leur point d'honneur à continuer quand même.

Cependant là même où les liquidations se produisent il faudrait bien se garder d'en conclure aussitôt que la petite propriété est supérieure à la grande.

D'abord les liquidations y sont aussi fréquentes que dans la catégorie des grandes exploitations, ensuite et surtout, leur fonctionnement est beaucoup plus ruineux. Qu'on se rappelle le prix de l'hectare de vigne en rapport, dans l'Hérault, d'après M. Marès, soit 7.000 fr. à 5 % 350 fr.
qu'on y ajoute l'amort. de 3.000 f. de plantat. 300 fr.

Qu'on y joigne l'amortissement d'un capital d'exploitation de 1.000 fr. par hectare (alors que l'on compte 1.000 fr. de bâtisse et 2.000 fr. d'exploitation), soit 150 fr.

Et enfin des avances annuelles sensiblement plus considérables, soit, par an et en moyenne 700 fr.
et l'on a comme coût de production 1.500 fr.

Or, le rendement est sensiblement inférieur, 80 hectol. à l'hectare en moyenne. Le cours normal rémunérateur y est donc de 18 fr. 50, ou, en supprimant le service du capital, de 8 fr. 50; et enfin, dernière limite, en restreignant à 500 fr. les frais annuels, on peut tenir une année avec les cours de 6 fr. 25.

Dans ces conditions, étant donnés les bas cours subis par les vins dans ces dernières années, on peut se demander comment la petite propriété peut subsister. Pour répondre à cette question, il faut faire une distinction entre la propriété qui paie des salaires et celle qui, au contraire, fournit son travail. La première est dans une situation désastreuse, tandis que la seconde peut subsister indéfiniment, du moins théoriquement.

En effet, si les salaires s'élèvent au $\frac{2}{3}$ des avances annuelles, soit sur 700 fr. à 466 fr., il reste seulement une somme de 233 fr. par hectare à avancer ; il suffirait d'un cours de 3 fr. (80 hectol. $\times$ 3 fr. = 240 fr.) pour le récupérer.

Seulement, dans la pratique, ce qui détermine la culture, c'est le « standard of life » de la famille qui en vit. Celle-ci grève effectivement la propriété beaucoup plus que les capitaux. Quelle que soit l'étendue de la propriété paysanne, il faut qu'elle fournisse les 1.800 fr. du budget familial, en moyenne ; or, pour une propriété de 5 hectares, cela fait 360 fr. par hectare ; ajoutant ces frais aux 233 fr. d'avances, on peut compter sur 600 fr. de charges par hectare. — Il faut donc un cours d'au moins 7 fr. 50 (80 hectol. à 7 fr. 50 = 600 fr.), pour les assurer.

Au-dessous, le paysan délaisse son champ pour faire des journées pour autrui, ou bien s'adonne à une autre occupation, ou greffe sur une exploitation une profession accessoire (courtier, cafetier, charrois, etc).

La propriété paysanne, malgré son infériorité technique, son coût de revient plus élevé, son rendement plus faible, se maintient donc parce qu'elle ne nécessite qu'un service financier restreint,

TROISIÈME PARTIE

LA GRANDE EXPLOITATION ET L'ÉCONOMIE SOCIALE

Jusqu'ici nous avons fait abstraction du facteur humain, nous avons uniquement considéré des rapports entre capitaux et nous n'avons parlé des différentes opérations où se manifeste l'activité de l'homme que pour faire apparaître des relations agronomiques ou financières.

La grande exploitation ne dépend pas seulement de facteurs techniques ou économiques, mais encore de facteurs sociaux, et son influence ne se traduit pas seulement par une augmentation ou une diminution de richesse, mais par une augmentation ou une diminution de population, une différenciation sociale qui fait naître des rapports entre classes sociales.

C'est ce côté social qu'il nous reste à montrer.

Nous étudierons successivement :

- 1° La grande viticulture et la démographie ;
 - 2° La grande et la petite propriété ;
 - 3° La grande viticulture et la différenciation sociale : patrons et ouvriers.
-

CHAPITRE PREMIER

Grande viticulture et démographie

La viticulture, par la mobilisation considérable de main-d'œuvre qu'elle nécessite, est au premier chef un facteur démographique important.

Dans le Languedoc, la population s'est accrue rapidement. On peut suivre facilement ses progrès dans certains villages. On constate alors que cet accroissement n'est pas dû à un excédent de la natalité sur la mortalité, mais à une immigration constante. En suivant de plus près les feuilles de recensement qui indiquent la provenance des différents habitants, on voit diminuer la population indigène et augmenter la population étrangère. Ce sont les départements pauvres de la Lozère et de l'Aveyron qui envoient le plus d'immigrants, qui se fixent peu à peu et s'incorporent au reste de la population.

On observe un phénomène analogue dans la région dont nous nous occupons ; on assiste à un accroissement très notable de la population.

Pour la Camargue proprement dite cet accroissement est difficile à constater. La Camargue fait partie de la commune d'Arles et elle est englobée en même temps que le Plan du Bourg, la Crau et la population incertaine d'Arles et de Saint-Louis dans les opérations du recensement. Cependant, le recensement global, étant

donné qu'un certain nombre d'ouvriers agricoles (journaliers) habitent la ville d'Arles, peut donner approximativement une idée de l'influence de la viticulture sur la population, Arles étant exclusivement viticole.

La commune d'Arles a vu sa population successivement atteindre :

En 1881.....	22.417 habitants	
1886.....	23.779	—
1891....	24.048	—
1896.....	24.274	—
1901.....	29.314	—

Cela fait un accroissement de près de 7.000 habitants en vingt ans. L'accroissement paraît plus considérable de 1896 à 1901 ; cela tient au développement de Port-Saint-Louis et des Salins de Giraud (usine Solvay).

Les chiffres que nous donnons indiquent la population fixe : les *résidents* et non les *présents*. La différence, étant donnée l'époque du recensement (mars ou avril), est peu importante. Il en eût été autrement en septembre où la population flottante, par suite des vendanges, est considérable.

Voici comment se répartit, au point de vue de la provenance, cette population :

	Nés dans la commune	Dans le département	En France	A l'étranger
1881...	14.069	3.263	4.784	338
1886...	14.199	2.792	5.683	642
1891...	14.397	2.897	6.181	573
1896...	14.120	3.151	6.857 +	1.108
			48 algériens	

On voit, par ce tableau, que c'est surtout l'immigration étrangère qui a fait croître le chiffre de la population. Les rubriques « nés dans la commune » et « nés dans le département » ne marquent aucun progrès. En revanche, les rubriques « nés en France » ou à l'« étranger » enregistrent un accroissement considérable : en quinze ans, 2.000 forains français et près de 800 forains étrangers. Une étude plus détaillée permet de constater que les forains français sont surtout originaires de pays pauvres : Lozère, Basses-Alpes ou bien de l'Hérault et du Gard. Les premiers ont fourni les manœuvres, les seconds ont surtout fourni des contremaîtres ou des directeurs des exploitations viticoles. Les étrangers sont surtout des Italiens.

Poussant plus avant notre étude, nous avons remarqué que c'est surtout le développement agricole qui a été cause de cet accroissement de population. Les statistiques suivantes permettent de vérifier cette observation. Il suffit, en effet, de constater le rapport entre la population agglomérée et la population éparse.

Voici ce que donnent, à ce sujet, les recensements :

Années	Population agglomérée.	Population éparse.
1881.....	12.662	9.379
1886.....	13.851	9.465
1891.....	13.876	10.412
1901.....	13.067	15.506

On voit que, tandis que la population agglomérée reste stationnaire, la population éparse des campagnes

augmente très rapidement, de plus de 6.000 de 1881 à 1901, soit les 6/7 de l'augmentation totale.

Ce travail, qui n'a pu être effectué que pour Arles, donnerait vraisemblablement les mêmes résultats aux Saintes-Maries ou à Aigues-Mortes.

Cet accroissement de population a eu pour résultat, outre de permettre l'exploitation viticole et d'enrichir le pays, de multiplier le trafic. Des lignes de chemins de fer ont été créées de Lunel à Arles, au début de la reconstitution des vignobles, et récemment d'Arles aux Saintes-Maries et d'Arles aux Salins de Giraud. Ces lignes sont prospères. Il nous a été donné communication du nombre de voyageurs transportés sur les deux dernières et du chiffre respectif d'affaires. La ligne des Saintes-Maries paie ses frais, celle des Salins de Giraud est la plus prospère, parce qu'elle dessert la Camargue orientale, où sont situées les plus riches exploitations et l'usine de soude de M. Solvay.

On a pu croire un instant que Port-Saint-Louis, à l'extrémité de la Camargue, pourrait devenir un port marchand. Il serait trop long d'entrer dans les démêlés d'Arles et Port-Saint-Louis. Disons seulement que leur cause réside surtout dans l'hostilité du commerce d'Arles à l'agrandissement de Saint-Louis qui lui enlèverait son trafic de batellerie.

Saint-Louis a réussi, depuis 1904, à être constitué en commune indépendante.

Nous avons eu la curiosité d'aller à Saint-Louis dans la pensée que ce pourrait être un port d'exploitation de vins de Camargue. Port-Saint-Louis est, au con-

traire, un port d'importation occasionnel et qui fonctionne surtout en cas de grève à Marseille. La population y est plutôt Marseillaise que Camarguaise. Il n'existe aucun rapport entre la Camargue et Port Saint-Louis.

Quant aux lignes de chemins de fer camarguaises, elles sont loin de drainer tout le charroi des vins. Ce sont encore des rouliers qui assurent le charroi, le transbordement très souvent entraînerait une peine inutile.

CHAPITRE II

Grande et petite propriété

Nous avons dit, au début, que la région se compose uniquement de grandes exploitations.

Nous connaissons quelques-unes des causes qui l'expliquent. D'abord, l'étendue du tènement. Le sol est à vil prix, par conséquent, les lots sont plus considérables. Ensuite, la forme même de l'exploitation : elle nécessite des capitaux importants et n'est guère à la portée que de capitalistes pouvant faire des avances considérables. Mais nous avons aussi montré que, malgré sa productivité, l'exploitation ne pouvait s'étendre sans limites : il faut des capitaux.

Partout l'exploitation viticole constitue comme le noyau d'un grand domaine. Si le propriétaire veut l'agrandir, il n'a qu'à mettre en culture une partie quelconque de sa propriété, il a de la marge.

Dès lors, la formation de grandes exploitations ne se présente pas comme une intégration de parcelles voisines lentement absorbées. La grande propriété n'est pas une sorte de chancre rongeur qui dévore la petite propriété. Son développement est autonome.

D'ailleurs la grande propriété n'a pas intérêt à absorber la petite. D'une manière générale, en effet,

les travaux agricoles sont discontinus, surtout les labours. Pour pouvoir les effectuer, il faudrait garder toute l'année des bêtes qui seraient improductives. Le propriétaire aime mieux demander le concours de la propriété paysanne aux époques de presse. C'est ainsi, par exemple, que les grands propriétaires du Plan du Bourg font appel aux paysans de la Crau pour les labours du printemps.

Inversement, cette demande de main-d'œuvre est très utile à la petite propriété paysanne. Elle lui procure quelques avances d'argent qui ne sont jamais négligeables. (On donne 7 francs par jour en moyenne pour la journée d'un homme et d'un cheval.)

Ainsi la grande propriété et la petite propriété, loin de se détruire, se prêtent un mutuel concours.

Bien plus, la petite propriété sert les intérêts de la grande. Cela pour les raisons suivantes : d'un côté, le journalier fixé dans le pays a moins d'indépendance pour discuter les conditions de son travail ; d'autre part, le propriétaire n'a pas à l'employer constamment ; il ne le paie donc que pour le travail qu'il lui fournit effectivement. Quant au journalier, il tire le restant de ses ressources de son petit coin.

Cette immutabilité de la grande propriété par rapport à la petite est sensible si l'on compulse les cotes foncières.

Pour la commune d'Arles (registre Camargue), nous avons pris le relevé des propriétaires payant plus de 1.000 francs de contribution foncière non bâtie, soit celles qui possèdent en moyenne plus de 1.000 hectares.

Nous avons trouvé :

En 1881.....	68	grands propriétaires.
En 1891.....	73	—
En 1903.....	67	—

Il semble qu'il y aurait plutôt tendance à diminution.

Voici d'ailleurs le tableau complet :

	Classe 1	Cl. 2	Cl. 3	Cl. 4	Cl. 5
	0-1 h ^e	1-10 h ^e	10-25 h ^e	25-50 h ^e	50-100 h ^e
1881	65	444	154	68	45
1891	69	387	172	76	46
1903	87	335	154	81	43

	Cl. 6	Cl. 7	Cl. 8	Cl. 9
	100-300 h ^e	300-600 h ^e	600-1000 h ^e	+ 1000 h ^e
1881	50	37	27	68
1891	54	32	27	73
1903	48	36	36	67

On le voit, il n'y a pas un mouvement bien sensible, sauf peut-être une diminution des cotes de 1 à 10, compensée par une augmentation de celles de 0 à 1 et de 25 à 50. On peut y voir l'effet du jeu normal des successions dans les familles pauvres, où tout le monde prend sa part de terre, faute de soultes d'argent. Ainsi ceux qui ne possèdent pas deviennent propriétaires (classe de 0 à 1), ceux qui possèdent déjà montent d'une classe (10 à 25).

Ce tableau pourrait soulever des doutes au sujet de notre affirmation que le pays est un pays de grands tènements. Que l'on prenne garde à la part proportionnelle de terrain qu'occupent les grands propriétaires.

On peut se faire une idée approximative en calculant sur une base minimum les cotes de chaque catégorie (1903) :

Cl. 2.	335 propriétés de	1 h° =	335 h°
— 3.	154 —	10 h. =	1.540 h.
— 4.	81 —	25 h. =	2.025 h.
— 5.	43 —	50 h. =	2.150 h.
— 6.	48 —	100 h. =	4.800 h.
— 7.	36 —	300 h. =	10.800 h.
— 8.	36 —	600 h. =	21.600 h.
— 9.	67 —	1.000 h. =	67.000 h.

Total: 800 cotes

+ 87 de la cl. 1

= 887 cotes représentant... 110.250 h°

La moyenne serait de 124 h. 2953. Or, 700 contribuables (ceux compris dans les classes 1 à 5 inclus) sont au-dessous de cette moyenne, 48 (ceux de la classe 6) l'atteignent, tandis que 139 (total des propriétaires des classes 7 à 9), la dépassent.

Il y a plus : la prédominance de la grande propriété apparaît plus manifestement encore si l'on établit le pourcentage de la superficie occupée par l'ensemble des propriétaires de chaque classe par rapport à la superficie totale du territoire possédé par tous les propriétaires.

On arrive ainsi au tableau suivant :

Cl. 9	(c.-à-d. propriétés de + 1.000 h.) =	60,77 %.
— 8	(— — — — — + 600 h.) =	19,59 %.

Cl. 7	(c.-à-d. propriétés de +	300 h.)	=	9,79 %
— 6	(— +	100 h.)	=	4,36 %
— 5	(— +	50 h.)	=	1,95 %
— 4	(— +	25 h.)	=	1,83 %
— 3	(— +	10 h.)	=	1,39 %
— 2	(— +	1 h.)	=	0,30 %

Ce tableau est suffisamment significatif et indique bien quelle est la part effective de la petite propriété. Et encore n'avons-nous pas tenu compte dans ce calcul de la classe 1, comprenant les propriétaires ne possédant pas un hectare de terre.

D'ailleurs nous avons fait le relevé en hectares de la plupart des grandes exploitations de la Camargue et la lecture de ces chiffres est par elle seule déjà édifiante ¹.

MM. Eugène Dupuis.	404 hectares
D'Espous	374 »
Foresta	486 »
Giraud	330 »
Vicomte des Isnards . . .	407 »
Jeanjean	344 »
Laugeiret	260 »
De Chartrouse	573 »
Veuve Pelet	221 »
Sipeyre	494 »
De Jonquières	169 »
<i>A reporter</i>	4.062 »

¹ Nous donnons les noms des propriétaires et non ceux des exploitations. Il s'agit exclusivement de la Camargue.

<i>Report</i>	4.062 hectares	
Des Monts De Savan	189	»
Moreau	468	»
Pelet	221	»
Perrin de Jonquières	352	»
Rigaud	159	»
Rousseillier	292	»
Sade	330	»
D'Andigné	717	»
D'Aulan	2.191	»
Bassager	359	»
Bermond	603	»
Henri de Chiovary	156	»
Cabassole	285	»
Buhler,	450	»
Mistral	2.573	»
		13.407 hectares

Cela fait déjà une proportion notable du sol cultivable, qui occupe, en Camargue, d'après les évaluations cadastrales, 29.000 hectares (dont : 10.303 labourables, 403 en vignes (évaluation de 1830) et 18.287 en herbages).

Ces grandes propriétés sont d'ailleurs réparties en plusieurs exploitations. Nous avons compté 85 exploitations supérieures à 1.000 hectares pour 67 propriétaires. Il en résulte que des propriétaires possèdent plusieurs exploitations. Par exemple, les 2.754 hectares de terres de M. Mistral sont ainsi répartis :

Amphise.....	598	hectares
Tourtoulen	384	»
Le Pèbre	405	»
Grand Avignon.....	405	»
Mas de Peint.....	319	»
Badon.....	462	»
		2.573 hectares

Ajoutons qu'il y a une très notable concentration des grandes exploitations, puisque M Poule, dans son rapport de 1817, compte (pour toute la Camargue) 200 de ces grandes exploitations environ, dont 183 dans la commune d'Arles et 25 aux Saintes-Maries. Cette concentration, on l'a vu, n'a pas donné lieu à des changements dans les cotes foncières.

CHAPITRE III

Patrons et Ouvriers

L'étendue même de l'exploitation impose à la grande viticulture des différenciations professionnelles que la petite propriété ne connaît pas.

Le paysan cultive seul sa terre. Le grand exploitant doit avoir recours à des auxiliaires variés.

Et d'abord, au point de vue juridique, quel est le régime normal : ferme, métayage, ou régie ?

La majorité des exploitations sont en régie. Le fermage et le métayage sont rares. Les baux à comptant, primitivement usités dans les environs d'Aigues-Mortes, ont pris fin et cette coutume tend à disparaître. Dans ce système, le propriétaire voulait reporter sur le fermier les risques des plantations. Aujourd'hui que ces risques sont moindres qu'au début, il préfère gérer lui-même.

On rencontre çà et là des baux et fermages.

Il existe aussi, mais rarement, des baux de métayages.

Le métayage normal dans le Languedoc, c'est le colonat partiaire. Le propriétaire et le métayer parta-

gent la récolte par parties égales. Le propriétaire fournit le terrain, le matériel d'exploitation et paie les impositions. Le métayer fournit la main-d'œuvre. Ils paient en commun les frais annuels (les charges d'amortissement du capital d'exploitation inventorié restant au compte du métayer). D'autres fois, comme par exemple à la propriété B, le patron ne prélève qu'un tiers de la récolte, mais tous les frais sont alors à la charge du métayer, du « pélot », comme on l'appelle en Camargue.

La régie est donc le régime d'exploitation normal. Le patron, généralement d'une vieille famille de Provence jouit de ses rentes à Paris ou ailleurs. Il ne vient que pour les vendanges, sauf de très rares exceptions. Le vrai chef de l'exploitation, c'est le régisseur. Il est vraiment l'âme de l'entreprise. D'habitude c'est un homme intelligent, débrouillard, au courant des progrès de la viticulture. Il a pleins pouvoirs pour diriger les cultures, les modifier, payer les comptes. Ce n'est pas un étranger. Il est fixé sur la propriété. Les régisseurs se succèdent parfois de père en fils.

Ce n'est d'ailleurs pas un vulgaire salarié. Sur la propriété E il touche 4.000 francs de fixe et il est associé aux bénéfices (15 %). Le régisseur n'exerce qu'un travail de direction supérieure, de surveillance et de comptabilité.

Au-dessous de lui est le bayle-paysan. C'est une espèce de contre-maitre pour les travaux agricoles ; puis vient le deuxième bayle, chargé de la surveillance

de l'écurie et de la ferme ; enfin, l'homme de cave, chargé du chai, de la réparation des futailles, etc.

Le restant du personnel se divise en deux catégories :
1° les domestiques ; et 2° les journaliers.

1° *Domestiques*. — On emploie en moyenne un domestique par huit ou dix hectares.

Les domestiques sont loués à l'année et payés par mois suivant un tarif dit « tarif d'Arles ». D'après ce système, le salaire varie suivant les mois. Les travaux agricoles s'effectuent de façon discontinue. Certains mois, les mois d'hiver, exigent moins de travail que les mois d'été. D'autre part, la journée varie de durée suivant les saisons (sauf pour le travail du cellier qu'on ne peut songer à faire faire de nuit).

D'après un vieux système de tarif, usité en 1676, pour obtenir le salaire mensuel aux différentes époques de l'année, on divisait le prix des gages annuels par 10, qu'on affectait du coefficient suivant pour chaque mois :

Novembre....	3/4	Mai	5/4
Décembre....	0/4	Juin.....	6/4
Janvier	0/4	Juillet	6/4
Février	1/4	Août	5/4
Mars	2/4	Septembre ...	4/4
Avril.....	4/4	Octobre	4/4

(Ce tarif correspond — vu sa date — plutôt aux travaux des céréales qu'à celui des vignobles.) On remarquera qu'en décembre et en janvier, le domestique ne recevait rien. Il travaillait pour sa nourriture.

On voulait éviter, par ce système, qu'un domestique vînt se louer l'hiver pour toucher sa paie à fin courant, quitte à partir au printemps pour gagner plus en faisant des journées.

Ce tarif a été modifié par le Conseil agricole, le 17 mai 1893 (en vigueur jusqu'en 1904). On divise par 100 le gage annuel et l'on multiplie par le coefficient suivant :

Novembre	6	Mai	11
Décembre	3	Juin	13
Janvier	3	Juillet	13
Février	6	Août	11
Mars	7	Septembre	10
Avril	9	Octobre	9

Le but est le même.

La moyenne approximative des salaires des domestiques variait, avant 1904, entre 400 et 500 francs, logés et nourris.

Les domestiques font généralement trois repas. On évalue cette nourriture à 1 fr. 50 par jour, quand on nourrit les journaliers, mais elle ne revient pas à ce prix au propriétaire.

La base de la nourriture, ce sont les légumes récoltés dans un jardin maraîcher appartenant à l'exploitation. Un jardinier est préposé à ce soin (1.200 francs) On élève des porcs que l'on engraisse à peu de frais avec des tourteaux ou des marcs de raisins. L'hiver venu, on égorge ces porcs et on les prépare dans de grandes terrines. Les morceaux sont coupés et conser-

vés dans la graisse. On fait alors des ragoûts avec le porc et les légumes.

Le menu ne varie guère. L'été, l'aubergine aux tomates, avec ça et là des morceaux de porc, qui échoient aux mieux favorisés, font la base de l'alimentation. Le matin, le premier déjeuner se compose d'un anchois, d'un oignon de pays et d'un morceau de fromage. Le second déjeuner comprend l'inévitable ragoût d'aubergines. Le troisième, un légume avec du porc et un peu de salade.

Ce régime nous a paru cependant avoir été légèrement amélioré depuis 1904.

Primitivement, c'était la femme du bayle qui faisait la cuisine. Cela donnait lieu à des opérations compliquées. Elle retenait sur les gages des domestiques de 1 franc à 1 fr. 50 par jour, et le patron lui donnait en même temps un gage de 0 fr. 10 à 0 fr. 25 par homme, pour ses frais et sa peine.

Aujourd'hui, la plupart du temps, il existe une cuisinière, la « tante », assistée de son aide, la « tanton ». Elles ont des gages relativement élevés pour des salaires féminins, 500 francs et 300 francs, en moyenne.

2° *Les journaliers*. — Ils sont payés par quinzaine. Comme les exploitations sont éloignées des centres populaires, l'ouvrier (même avec le train) perd souvent une demi-journée pour aller et une demi-journée pour revenir. On ne peut donc le louer que pour une période relativement longue : deux semaines environ. D'autre part, il faut généralement aussi les loger et les nourrir. Ce sont des domestiques temporaires.

Le prix des journées varie de trois à quatre francs.

A côté de ces journaliers il faut faire une place à part aux laboureurs. Ceux-ci sont de petits propriétaires de la Crau, généralement loués par les régisseurs du Plan-du-Bourg à l'époque du printemps. On paie généralement 7 francs l'homme et la bête.

Comment se recrute tout ce personnel ?

Les domestiques, sauf le personnel d'élite, sont la plupart du temps des gens de la montagne, des « gavots » comme les appellent les gens du pays. Ces montagnards sont plus durs à la besogne, plus souples et plus dociles. Beaucoup sont catholiques pratiquants et cette considération n'est pas toujours étrangère à leur recrutement. Ce sont des étrangers au pays.

Les journaliers sont, ou bien des gens du pays, ou des chemineaux.

La plupart des travailleurs agricoles de la région, surtout à Arles, sont syndiqués. Le Syndicat d'ouvriers de la Ferme, à Arles, est même un des plus anciens. Mais pour éviter la « tyrannie syndicale » les grands propriétaires l'ignorent systématiquement.

Les engagements de travail se font le samedi sur le Forum d'Arles, à la « Place des Hommes », comme on dit dans le pays. Là, les différents régisseurs viennent embaucher le personnel qu'il leur faut. On y rencontre toutes sortes d'individus (chemineaux, repris de justice, etc.), dont beaucoup n'entendent absolument rien aux travaux agricoles. Aussi la grande propriété a-t-elle toujours un personnel médiocre et essentiellement changeant.

Pour les vendanges, le recrutement est mieux organisé. D'habitude le régisseur est en relations avec quelques montagnards de confiance qu'il a employés les années précédentes. Il les charge de former une « colle », ou équipe de vendangeurs qui sont payés : 4 francs, les hommes, et 2 francs, les femmes, plus une indemnité de voyage.

Parfois on doit avoir recours à des chemineaux, mais ceux-ci inspirent une telle confiance que le régisseur de la propriété de T. (près Marsillargues) nous disait qu'il visitait ses équipes un fusil en bandoulière. Des contestations s'élèvent parfois au milieu des groupes et souvent on en vient au couteau. Il est rare que les vendanges se terminent sans rixes.

Ce personnel de montagnards ou de chemineaux est encadré par les domestiques.

Les femmes y sont de moins en moins nombreuses. Elles sont remplacées par des enfants dont le travail est généralement déplorable. Pressés par le chef de colle, ils sautent parfois deux ou trois souches qu'ils abandonnent avec toute leur récolte.

La raison de cette élimination progressive de la main-d'œuvre féminine, c'est que beaucoup de femmes, étant donné les entreprises dont elles sont l'objet de la part de leurs compagnons, hésitent à « descendre ». Quant aux autres, bien souvent on ne peut guère attendre d'elles un travail sérieux. Elles sont une cause de dissipation. Des bals s'établissent, en effet, à la veillée, aux sons d'un accordéon et durent souvent jusqu'au matin. Aussi tout le monde est-il éreinté, et le travail

n'avance guère. Enfin une déplorable promiscuité ne tarde souvent pas à s'établir. Un régisseur éminemment vertueux se plaignait avec tristesse de l'inutilité des dortoirs séparés. On sait, d'ailleurs, que ces mœurs ne sont pas — malheureusement — exclusivement propres à cette région. Partout où les femmes sont obligées de quitter leur pays pour travailler dans des agglomérations d'hommes, de semblables mœurs tendent à s'établir. Il en est ainsi, notamment, en Allemagne et en Russie au moment des moissons.

En somme, on pourrait au point de vue professionnel diviser en trois catégories les ouvriers : domestiques, journaliers, travailleurs supplémentaires. Au point de vue démographique, on retrouverait aussi trois catégories : montagnards (domestiques et la plupart des vendangeurs), gens du pays (journaliers) et chemineaux (probablement vendangeurs).

Entre ces groupes existe une hostilité sourde. Les gens du pays haïssent les étrangers, non pas parce qu'ils leur ôtent leur pain, mais parce qu'ils sont d'une autre race. On ne cesse de dauber sur les montagnards, de contrefaire leur patois plus rude, moins harmonieux, et de mépriser leur travail, moins fini, plus grossier que celui des gens de la plaine.

D'une manière générale, le personnel s'est accru et les salaires ont augmenté. C'est un phénomène analogue à celui qu'on observe dans l'industrie, où il semble que le machinisme devrait peu à peu procéder à l'éviction de la classe ouvrière, alors qu'au contraire il commande de plus en plus de main-d'œuvre.

Cela tient à plusieurs causes faciles à reconnaître.

Et d'abord le machinisme ne peut être généralisé. Il n'est à peu près complet que pour le travail du cellier. La plupart des cultures se font à l'outil à main. Les sulfatages et les soufrages à grand travail ne dispensent pas des appareils portatifs. Le développement du machinisme ne peut donc porter qu'une faible atteinte à la main-d'œuvre.

En réalité, le machinisme sert surtout à récupérer les malfaçons de la main-d'œuvre de la grande exploitation. La culture est généralement très mal faite. Les vignes sont taillées par des maladroits qui n'ont souvent jamais touché un sécateur. Les labourages, effectués par des domestiques lourdauds, laissent beaucoup à désirer, et il est rare que le laboureur n'abîme pas des ceps à un tournant, ce que ne fait pas le petit propriétaire plus soigneux. En général, l'ouvrier se désintéresse de son travail; il s'occupe avec entrain pendant que le régisseur ou le bayle font leur tournée et ralentit ou se couche à l'ombre quand ils sont passés. Chacun met son point d'honneur à ne pas « gâter » sa journée et à en faire le moins possible.

Nous avons déjà dit que la cueillette des raisins coûtait plus cher et était bien plus mal faite que chez le petit propriétaire. C'est pour toutes ces raisons que l'on peut affirmer que la machine ne permet guère au propriétaire que de se rattraper sur les malfaçons à l'aide des économies qu'elle réalise.

Ce n'est pas tout : dans la mesure où elle est productive, la grande propriété multiplie les travaux de culture, fait effectuer plus de labourages, de sulfatages,

de soufrages que la petite ; de là le besoin d'un supplément de main-d'œuvre. On verra par l'appendice « main-d'œuvre » l'accroissement constant du personnel.

Mais, si le travail est défectueux, on a de moins en moins intérêt à le payer à la tâche, on préfère le compter aux pièces ou à forfait. C'est une tendance qui s'est affirmée peu à peu. En voici des exemples :

Défrichement : 300 fr. l'hectare (donné à entreprise à des Italiens) ; aplanissement : 200 fr. ; nettoyage des fossés, 0,10 le mètre ; raclage : 22 fr. l'hectare ; ramassage des sarments : 12 fr ; déchaussage : 0,35 à 0,40 c. le 100 ; vinification au pressoir : 0,70 c l'hectolitre ; vendanges : 0,40 c. les 100 kil.

Cette pratique généralisée supprimerait les difficultés sur la réglementation de la journée de travail, sa durée, son intensité, le paiement des heures supplémentaires.

En même temps, le système du marchandage (du moins pour les Italiens) marque aussi une tendance à s'établir. Le Syndicat de la Ferme a même essayé un moment de se faire marchandeur, ce qui eut pour résultat de confier l'organisation du travail au Syndicat lui-même.

Il prit, en 1902, des adjudications de travaux de terrassement pour la ville d'Arles, mais il a échoué dans ses tentatives à l'égard des propriétaires.

En 1904, après l'épidémie de grève agricole qui avait

¹ Propriété E, p.

commencé par l'Aude et s'était prolongée dans l'Hérault, les travailleurs agricoles d'Arles, le 15 mai, à l'époque des sulfatages, se mirent en grève.

Ce mouvement mérite d'être étudié particulièrement.

Cette grève a été très certainement une grève de solidarité, mais elle n'était pas sans motifs propres et ses motifs dataient de longtemps. Tel se contenait qui était prêt à marcher au premier signal.

La première raison en fut une raison psychologique. Il règne encore en Camargue on ne sait quel relent d'esprit féodal. La plupart des propriétaires, descendants de familles nobles, ont gardé l'esprit tyrannique de leur caste. Ils affectent de traiter leurs ouvriers comme leurs gens de maison. Ils exigent d'eux qu'ils votent pour la bonne cause, qu'ils aillent à la messe, etc. Certains vont même jusqu'à les punir.

L'un d'eux mène son exploitation militairement. Il fait procéder à la lecture d'un grand et d'un petit rapport ; pour certaines fautes, les hommes sont fourrés à la salle de police. Il est évident qu'au point de vue matériel ils n'y perdent rien, la journée est payée, mais ces vexations ont un caractère humiliant et blessant pour leur amour-propre. Les domestiques prennent un air sournois, ont peur de se compromettre en répondant à vos questions. Seuls, les journaliers gardent l'apparence de l'indépendance. Ce sont eux qui sont l'âme des résistances qui se produisent. Aussi les propriétaires préfèrent-ils employer des chemineaux ou des étrangers que des gens du pays. Ce même propriétaire, lors de la grève, refusa de recevoir une délégation de ses ouvriers et déclara qu'il « préférerait

arracher ses vignes que de traiter avec ses gens ». Un tel état d'esprit n'est pas fait pour porter les patrons et les ouvriers à une entente réciproque de longue durée.

La seconde raison de cette grève fut une raison économique. Le système du forfait généralisé eût abouti à instituer le marchandage. Aussi les ouvriers profitèrent-ils de l'élan donné dans le Languedoc pour se soulever à leur tour. Ils se groupèrent autour du Syndicat des ouvriers de la Ferme, qui fut chargé de discuter leurs revendications. Effectivement l'accord conclu le 24 mai entre ouvriers et patrons porte reconnaissance tacite du Syndicat.

Cet accord constitue une véritable charte où l'on s'est efforcé de préciser les conditions du travail. Voici l'extrait des articles qui nous ont paru les plus intéressants :

« ARTICLE PREMIER. — Le salaire des hommes à la journée sera payé 50 centimes l'heure de travail effectif pour ceux qui se nourriront, et 33 centimes l'heure de travail effectif pour ceux qui seront nourris à la ferme.

La durée de la journée est fixée, en hiver, à 6 ou 7 heures de travail et, en été, à 8 ou 9 heures.

ART. 2. — Pendant la période des vendanges, la journée sera payée à raison de 3 francs aux hommes qui seront nourris, ou de 4 fr. 25 à ceux qui se nourriront.

Les heures supplémentaires sont supprimées.

ART. 3. — Les ouvriers employés au greffage et à

la taille des arbres fruitiers, les terrassiers et les faucheurs seront payés à 1 franc de plus par jour que la journée ordinaire.

ART. 4. — Le travail dans l'eau sera payé 1 franc de plus que les journées sus-énoncées.

ART. 5. — *Le travail à forfait est supprimé*, même le déchaussage et le binage des vignes. Il est maintenu pour les travaux actifs, l'exploitation des marais, fauchage, etc.

ART. 6. — Aucun de ces travaux à forfait ne sera remis à des intermédiaires.

ART. 7. — Les ouvriers au mois gagneront 40 fr. minimum pendant la 1^{re} période, 50 fr. pendant la 2^e, 60 fr. pendant la 3^e.

ART. 8. — Les hommes à l'année toucheront en janvier et février 7 %, mars et avril 8 %, mai 9 %, juin et juillet 10 %, août 9 %, septembre 10 %, octobre et novembre 8 %, décembre 6 % de leur salaire. Le travail du dimanche, lorsqu'il y a urgence, sera payé comme aux ouvriers qui se nourrissent.

Les hommes de garde gagneront 1 franc de plus que leur journée. Les hommes travaillant à l'écurie ne devront faire aucun travail pendant les heures consacrées au repos, sauf, bien entendu, les soins à donner aux animaux.

Le curage des écuries ne pourra être effectué qu'en dehors des heures de repos.

ART. 9 — Le minimum de salaire du premier char-

retier ne pourra être inférieur à 700 fr. et supérieur à 900 fr.

Le minimum de salaire des autres charretiers ne pourra être inférieur à 500 fr. et supérieur à 700 fr.

ART. 10. — Les femmes qui seront nourries gagneront : en novembre, décembre et janvier, 1 fr. 25 ; en février, mars et avril, 1 fr. 50 ; en mai, juin et juillet, 1 fr. 75 ; en août, septembre et octobre, 1 fr. 50. A l'époque des vendanges, les coupeuses nourries gagneront 1 fr. 80 et 2 fr. 50 sans nourriture, avec un litre de vin. Leur journée, comme celle des hommes, commencera au soleil levant et finira au soleil couchant, avec un repos d'une heure pour le déjeuner et d'une heure et demie pour le diner.

ART. 12. — Les ouvriers employés au sulfatage, au soufrage, à l'épandage d'engrais, gagneront 0 fr. 25 de plus pour l'usure des effets.

ART. 13. — Les hommes qui seront nourris ou simplement logés à la ferme et qui sont au-delà de la première station de chemin de fer auront droit, toutes les deux semaines, au temps nécessaire pour se rendre de la ferme à la ville et vice-versâ.

Ils recevront, en outre, une indemnité équivalant au prix de la moitié du billet.

ART. 14. — Ceux qui seront plus rapprochés auront toutes les semaines le temps nécessaire pour aller et venir, en prenant pour base une heure par cinq kilom.

ART. 15. — Les ouvriers restant à la ferme le dimanche seront nourris et dispensés de tout travail.

ART. 16. — Pour toute journée commencée, l'ouvrier qui se nourrit aura droit à une heure payée pour s'en retourner chez lui.

ART. 17. — Les ouvriers qui seront nourris à la ferme devront avoir une nourriture suffisante et saine, du vin potable à volonté et au moins *deux repas de viande fraîche* par semaine, sans compter le dimanche.

ART. 18. — Maintien du déjeuner, avant le travail, pendant les mois de novembre, décembre, janvier, pour tous les hommes nourris à la ferme. Le dit déjeuner ne pourra avoir lieu avant six heures du matin.

ART. 21. — Les ouvriers qui seront nourris ou simplement logés à la propriété devront avoir pour dortoir une salle propre, aérée et à l'abri de l'humidité, *un lit avec une pailleasse, un drap propre une fois par mois, et les couvertures nécessaires pour se garantir du froid*, sans que le patron puisse objecter qu'il n'en a plus.

Les patrons auront un délai de trois mois pour se conformer à la convention ci-dessus.

ART. 22. — Les charretiers et les maraîchers, pendant toute la durée de l'année, commenceront le travail au lever du soleil et le quitteront :

1° Du 15 au 30 avril, au soleil couchant ;

2° Du 1^{er} mars au 15 août, ils devront être rentrés à la ferme au soleil couchant.

ART. 23. — *Les charretiers et les mésadiers conducteurs de bêtes auront droit au repos suivant :*

	Déjeuner	Diner	Goûter
Du 1 ^{er} février au 15 mars.....	1 h. 1/2	1 h. 1/2	»
Du 16 mars au 15 mai.....	1 h. 1/2	2 heures	»
Du 16 mai au 15 août.....	1 h. 1/2	2 heures	1 h.
Du 16 août au 15 septembre..	1 h. 1/2	2 heures	»
Du 16 septembre au 31 octobre.	1 h. 1/2	1 h. 1/2	»
Du 1 ^{er} novembre au 31 janvier.	»»	2 heures	»

ART. 24. — Les mésadiers travaillant à bras seront réglementés, par les termes de travail et de repos, de la même manière que les ouvriers travaillant à l'heure.

ART. 25. — Pour les hommes travaillant à bras et à l'heure, deux haltes seront coupées, chacune, par dix minutes de repos.

ART. 26. — Pendant la période des vendanges, les hommes conduisant les bêtes devront partir pour le travail en même temps que le groupe des vendangeurs.

ART. 27. — Les ouvriers conducteurs de locomobiles pour les submersions, arrosages ou autres, gagneront 4 francs, logés et nourris, ou 5 francs, 5 fr. 50 pour douze heures de présence.

ART. 28. — Est expressément défendue, dans les fermes, la vente de boisson, de quelque nature qu'elle soit.

Est seulement autorisée, au prix du gros, la vente du vin et de même qualité, aux ouvriers qui se nourrissent.

ART. 29. — Les ouvriers de n'importe quelle catégorie devront être payés à la ferme, etc. »

Ce règlement constitue le modèle typique du contrat collectif en matière viticole.

Tout l'effort des ouvriers a porté sur l'élimination du forfait, l'amélioration des conditions matérielles (nourriture, logement pour ceux qui sont nourris et logés ; heures de repos pour les autres), plutôt que sur une hausse de salaires.

La rémunération du travail sera toujours le salaire à la tâche. Il est à remarquer, bien que le travail agricole s'effectue par équipe, que les ouvriers viticoles paraissent ignorer le système de la commandite. Ils sont payés individuellement.

Tel qu'il est, dans ses grandes lignes, ce règlement constitue un effort sérieux pour rapprocher la situation de l'ouvrier viticole de celle de l'ouvrier industriel. C'en est fini du système patriarcal du travail comme du système familial de la petite propriété. En même temps qu'elle s'industrialise, la grande viticulture tend à implanter dans la réglementation du travail les us et coutumes de la grande industrie.

QUATRIÈME PARTIE

LA GRANDE VITICULTURE ET LES THÉORIES ÉCONOMIQUES

Notre travail, nous l'avons déjà dit, ne comporte pas nécessairement de déductions théoriques. Nous avons observé de près la grande viticulture dans une région déterminée. Il serait présomptueux de tirer d'une pareille étude des conséquences générales et de prétendre bâtir sur les résultats d'une enquête limitée, un système ou même une théorie.

Ce que nous pouvons seulement légitimement tenter, c'est de confronter les faits établis avec les théories économiques courantes. Nous disons à dessein « les théories », car il n'y a pas en économie politique une théorie de la production agricole ; il y a un certain nombre de doctrines professées par des écoles différentes. Ce sont ces affirmations qu'il faut mettre en présence des faits.

Allons nous faire défiler tout le cycle des doctrines ? Ce serait une tâche bien ingrate et hors de proportion avec les résultats qu'on en pourrait attendre. A propos de chaque doctrine, nous ne pourrions en effet que dire : « Il n'est pas vrai dans le cas, qui nous

occupe que, etc... » ou bien : « Il est très plausible que cette vue, qui se vérifie pour notre sujet, a des chances d'être exacte, etc... »

Nous nous bornerons à en envisager deux, qui dominent les autres : c'est la théorie du rendement décroissant et celle de l'expropriation capitaliste.

Qu'est-ce que la théorie du rendement décroissant ?

C'est, on le sait, une théorie propre à l'école classique, suivant laquelle les capitaux investis dans une entreprise agricole sont affectés d'une productivité décroissante.

Les agronomes proclament depuis trente ans qu'au contraire de cette loi, les capitaux et le travail appliqués à la culture intensive donnent un rendement proportionnel. Les économistes l'observent aussi à leur suite. Il n'est pas douteux, en effet, qu'une observation attentive des faits, comme notre enquête nous a permis de le constater, démontre péremptoirement le mauvais fondement de cette pseudo-loi.

M. Valensi en a fourni une critique célèbre¹; à la suite de laquelle il lui substitue une loi de saturation qui s'approche beaucoup plus de la réalité des faits économiques. Rappelons-la brièvement. M. Valensi fait remarquer tout d'abord que les partisans de cette théorie commettent une erreur de départ capitale lorsqu'ils considèrent, pour l'établir, des doses abstraites de capital et de travail, sans tenir aucun compte de la forme spéciale qu'elles peuvent revêtir.

¹ Voir, « *Revue d'Economie politique* », 1901, article de M. Itier.

Est-il raisonnable, en effet, de faire abstraction de l'emploi réel des capitaux, lorsqu'on cherche à apprécier le rendement réel (en nature, bien entendu) de ces capitaux? Non, évidemment. Il importe, tout au contraire, de considérer l'affectation propre de chaque nouvelle dose de capital ou de travail consacrée à l'entreprise. N'est-il pas déraisonnable de soutenir que les premiers 100 francs affectés au drainage de tel sol sont — *a priori* — plus productifs que ceux affectés à sa fumure?

Les premiers 100 francs affectés au drainage peuvent être utiles, parce qu'ils permettront de dessécher un sol humide sur lequel la vigne aurait pu souffrir, mais les seconds 100 francs, consacrés à une fumure bien appropriée au sol, peuvent être plus productifs encore, parce qu'ils auront servi à engraisser un sol très maigre et si pauvre en matières nutritives directement assimilables par les souches, que celles-ci n'auraient pu — sans ce secours artificiel — croître et se développer. De même, les doses de capital affectées au drainage, à l'irrigation ou aux engrais produiront plus que celles incorporées en bâtiments et en clôtures par exemple. Ainsi, contrairement à la théorie classique, à des emplois de productivité médiocre peuvent succéder, et succèdent, en effet dans la réalité, des emplois de productivité plus grande.

La loi de décroissance n'a donc aucun sens si on compare le revenu des capitaux successivement employés sous des formes diverses.

M. Valensi, poussant plus loin l'analyse de la productivité des capitaux, établit ensuite sa loi de satura-

tion. Si l'on compare, dit-il, les doses successives de capital affectées à un même emploi, il arrive nécessairement un moment où les doses nouvelles ont un rendement décroissant ou même nul. Bien plus, ajoute-t-il, allant en cela plus loin que les classiques, ces doses nouvelles peuvent annuler le rendement des doses précédentes. Etant donné le climat, le choix, le système de cultures adoptés, un terrain ne peut recevoir utilement qu'une quantité limitée de capital et de travail. C'est cette quantité-limite qui constitue le point de saturation.

Cette loi n'est-elle pas vraie en ce qui concerne notre région ? Nous croyons que si.

En ce qui concerne le premier point : quoi de plus vrai que de dire, par exemple, que si les premiers 100 francs affectés à la fumure doivent avoir une certaine productivité, les seconds 100 francs employés à la submersion pourront avoir une productivité plus grande, par suite des nombreux avantages qui résultent de l'emploi de ce procédé en Camargue ?

Et, en ce qui concerne le second point, n'est-il pas aussi exact de dire, par exemple : qu'au delà d'une somme de 140 francs consacrée annuellement par hectare et par an à la submersion, toute dépense supplémentaire ne peut être que la source d'un rendement décroissant ou même de l'annulation de tout rendement, par le dommage très sérieux que la stagnation de l'eau (par exemple) peut causer au vignoble submergé ?

M. Augé-Laribé ¹ fait, d'autre part, au sujet de cette

¹ « Le rôle du capital dans la viticulture languedocienne », *Revue d'Economie politique*, 1905.

même théorie du rendement décroissant, une remarque que nous approuvons entièrement :

« Cette théorie, écrit-il, ne repose guère que sur une
» observation de fait : la limite à l'emploi rémunéra-
» teur des engrais Il n'est pas contestable que, dans un
» système de culture donné, il arrive un moment où
» une nouvelle augmentation des engrais fournis à la
» terre, n'est plus pécuniairement avantageuse pour le
» cultivateur. Cependant, que faut il conclure de cette
» remarque ? Si dans certaines industries on se propo-
» sait, par un procédé analogue, de faire varier un seul
» des éléments du capital, il est certain qu'on n'arrive-
» rait pas davantage à obtenir une rémunération suffi-
» sante pour les nouvelles dépenses faites ; il faut
» évidemment maintenir l'équilibre entre les divers
» facteurs de la production.

» On ne se serait pas aussi hâté d'affirmer la loi du
» rendement non-proportionnel en agriculture, si, à
» une augmentation considérable d'engrais on avait
» fait correspondre une modification technique per-
» mettant aux plantes d'utiliser efficacement l'excès de
» nourriture qu'on mettait à leur disposition.

» Pour prendre un exemple qui précisera ce que ces
» explications générales peuvent avoir d'obscur : dans la
» viticulture méridionale, une augmentation d'engrais
» doit être accompagnée d'une modification de la taille
» donnant à la souche une plus grande vigueur et un
» plus grand développement. On voit alors reculer la
» limite à partir de laquelle les rendements ne sont
» plus proportionnels aux augmentations du travail
» ou des capitaux. »

Nous ajouterons une autre indication. Les capitaux

peuvent servir à deux fins : soit à augmenter le rendement, soit à diminuer le prix de revient.

La première fonction est celle du capital engrais. M. Augé-Laribé montre très bien comment une taille appropriée permet de l'utiliser. Alors que la production moyenne est de 60 hectol. à l'hectare, on peut obtenir 300 hectol. et même près de 400 hectol. à l'hectare ; il suffit pour cela de doubler ou de tripler la fumure. Pour cette quintuple ou sextuple récolte, les frais généraux de culture restent les mêmes, il n'y a que les frais de fumure qui aient augmenté.

Que devient, en ce cas, la loi du rendement décroissant ? La seule limite, c'est la qualité du produit, moins alcoolique et moins coloré.

Ici, nous pouvons citer l'exemple curieux de la propriété C (appendice III)¹. Le propriétaire, obligé de reconstituer son vignoble, ne voulait pas arracher. Il maintint deux plantations pour sa propriété : l'ancienne et la nouvelle, et arracha la première quand la seconde fut en rapport. Un simple supplément de fumure permit d'obtenir deux cultures. Il eût été infiniment plus onéreux de perdre pendant trois ans le bénéfice des récoltes de l'autre vignoble, que de fournir des fumures supplémentaires.

La seconde fonction du capital, c'est de diminuer le prix de revient. Nous avons vu que le champ d'action était limité, et que, sans doute, dans un domaine restreint, l'augmentation inconsidérée du capital d'exploitation ne serait plus productive, mais l'on peut toujours mettre en valeur du capital foncier, et économiser

¹ V. page 137.

encore sur les deux exploitations en restreignant les frais généraux.

La seule limite, c'est alors la difficulté de trouver des régisseurs capables de faire marcher une trop considérable entreprise.

En somme, la viticulture de notre région se comporte comme n'importe quelle industrie : « spécialisation territoriale poussée jusqu'à la monoculture, procédés mécaniques utilisés pour les travaux du sol et la fabrication du vin, salaire à la tâche, formation d'un prolétariat de salariés organisés luttant contre les propriétaires par les grèves et les syndicats. Elle peut donc être prise comme type d'une agriculture industrielle ' ».

La seconde théorie, que nous pouvons confronter avec les résultats de notre étude, est celle de l'expropriation capitaliste. On peut la résumer ainsi : abusant de sa supériorité dans la lutte économique, la grande propriété écrase la petite, et le vaincu est obligé de se mettre aux gages du vainqueur : le paysan devient un prolétaire.

Pas plus que la première, elle n'est vérifiée par notre enquête.

Nous avons, en effet, montré, chemin faisant ², que la grande propriété n'éliminait pas la petite et que celle-ci même était parfois un auxiliaire productif pour les tra-

¹ Augé-Laribé. *Ibid.*

² Chap. II, pag. 98 et suivantes.

vaux discontinus, car c'est elle qui fournit la majorité des journaliers. La grande exploitation ne s'accroît pas en Camargue, sans doute parce qu'elle a de la marge avant d'empiéter sur autrui, mais aussi parce que le facteur économique n'est pas le seul dans la lutte, il y a l'endurance. Quoique plus mal outillé, produisant à plus haut prix et disposant de moins de capitaux que la grande exploitation, le paysan se maintient sur son sol. Le domestique n'est pas un paysan dépossédé, c'est un montagnard, un immigrant.

De même encore il n'est pas évident que la grande propriété rende plus misérable ce prétendu paysan exproprié qu'est le travailleur agricole. La machine n'a pas diminué la quantité de main d'œuvre, et les salaires, loin de baisser, ont constamment haussé. La faute n'est pas aux propriétaires évidemment, mais ils ont cédé à une poussée syndicale que le régime familial et patriarcal de la petite propriété, beaucoup plus dur, plus tatillon, plus âpre, n'eût pas produit.

Ainsi, aucune de ces deux grandes théories n'est exacte, pour le cas qui nous concerne. C'est la seule conclusion théorique qu'on puisse, à notre avis, dégager de cette discussion.

On peut cependant, à ce même point de vue théorique, tirer un enseignement général de cette étude : c'est qu'il faut se défier en économie politique, comme dans toute science qui a pour point de départ l'observation des faits, des conceptions abstraites qui ne sont pas étayées sur une masse de faits, et que, si les idées

générales sont utiles et même indispensables, il importe, du moins, pour demeurer assuré de leur exactitude, de les soumettre périodiquement à un travail de révision et de confrontation avec les faits.

APPENDICES

I

Propriété A

A 18 kilomètres d'Arles, sur la rive gauche du grand Rhône. Contenance : 145 hectares, dont 92 en vignes, 15 en terres labourables et 7 en prairies.

On y récoltait primitivement de la garance et du blé.

Plantée en vignes dès 1874 (une quarantaine d'hectares), mais insuccès à cause du sel. Il fallut recommencer en 1884.

La propriété était évaluée en 1860 à 160.000 francs. En 1903, on l'évaluait à plus de 1.000.000 francs.

En 1885-1886, les avances dépassaient 1.000.000 fr.

Le régisseur évalue ainsi les frais de plantation de l'hectare.

Défrichement...	500 fr.
Aplanissement	200 fr.
Plantation (en tout).....	1.200 fr.

La submersion coûte :

Charbon.....	3.000 fr.
Mécanicien (2 mois).....	400 fr.
Eygadier (2 mois).....	240 fr.
Entretien.....	400 fr.
Cotisation à la roubine.....	162 fr. 75

On y dépense pour :

10.000 fr. de frais de fumure.

1.250 fr. — sulfate de cuivre (8 sulfatages).

2.000 fr. — soufre (150 balles).

Il faut y ajouter 1.273 francs d'impôts sur la propriété non bâtie.

Les frais de salaires s'élèvent à 70.000 francs. On paie surtout aux pièces ou à forfait. En tout, on évalue les frais de culture à 80.000 francs.

Nettoyage des bourrelets : 400 fr. les 6.000 mètres.

Canaux d'égout (14.500 francs en tout) : 0 fr. 30 le mètre courant et 0 fr. 10 d'entretien.

Raclage : 2 francs l'hectare.

Ramassage des sarments : 12 francs l'hectare.

Déchaussage (0 fr. 35 à 0 fr. 40 le 100) : 35 à 40 francs l'hectare.

On a fait effectuer les vendanges à raison de 0 fr. 40 les 100 kilos (soit 0 fr. 60 l'hecto).

On évalue à 0 fr. 90 l'hecto les frais de vinification.

L'hectolitre de vin pressuré est payé 0 fr. 60.

L'inventaire porte entr'autres (ces chiffres représentent la valeur marchande des objets) :

1 machine (prise d'eau).....	30.000 fr.
18 bêtes	14.000 fr,
13 tombereaux.....	6.500 fr.
8 charrettes	5.720 fr.
3 sulfateuses (à 650 fr. pièce)..	1.950 fr.
1 soufreuse (à 650 fr. pièce)...	650 fr.
1 locomobile.....	10.000 fr.
1 pompe à vapeur.....	1.800 fr.
2 norias avec un fouloir.....	5.000 fr.
56 foudres contenant 17.000 h.	
(prix moyen, 6 fr. l'hecto)..	102.000 fr.
8 cuves amphores : 4.000 hect.	
(prix moyen, 3 fr. 50 l'hecto).	14.000 fr.
Matériel Decauville (400 mètres,	
8 wagonnets).....	8.000 fr.

L'inventaire est loin d'être complet et laisse de côté le matériel portatif, outils de métier, etc., les bâties, etc.

Le personnel comprend 14 personnes à l'année (dont 4 ménages). On paye en moyenne 500 francs par an. Les mois d'hiver sont diminués de 10 francs et les mois d'été augmentés de 10 francs.

Le bayle-paysan est payé	800 fr.
Le chef de cave	960 fr.
Le premier charretier.....	750 fr.
Le jardinier.....	720 fr.
Le boulanger aide-jardinier.....	600 fr.
Le chauffeur-mécanicien	900 fr.
L'homme de cour	500 fr.
La tante.....	500 fr.
La tanton	300 fr.

Les journaliers sont payés en moyenne 3 fr. 50. On leur retient 1 fr. 50 pour la nourriture (3 repas comme les domestiques). On en emploie 40 environ par jour.

Les vendanges occupent 200 personnes réparties en équipes comprenant :

1 bayle chef d'équipe, chargé uniquement de surveiller le travail et de faire les rappels ;

30 coupeurs ;

15 porteurs (charriant et portant les paniers ou seaux) ;

2 ou 3 grappilleurs.

Voici le relevé des récoltes avec les prix :

Années	Nombre d'hectolitres	Prix
1881	2.621	28 fr.
1882	2.921	
1883	3.437	12 et 15 fr
1884	3.963	
1885	3.960	
1886	5.135	
1887	6.617	
1888	12.620	
1889	9.558	
1898	18.000	17 fr.
1899	12.000	16 fr.
1900	10.000	5 fr.
1903	12.000	14 fr.

L'exploitation est assurée contre les accidents de travail à raison de 1 fr. 60 par hectare,

II

Propriété B

Au centre de la Camargue, sur les bords du Vacarès.

Contenance : 68 hectares de vignes, 50 en luzernes, 10 en prairies, 150 en céréales, le reste en marais.

Sa valeur primitive était d'environ 250.000 francs.

Le vignoble y est d'institution récente (1890). Il est généralement négligé, car le domaine s'adonne surtout à l'élevage des chevaux (dont certains produits sont d'ailleurs remarquables).

Le régime juridique de l'exploitation est le suivant : ferme fixe pour les fourrages et les céréales ; part de fruits pour la vigne : 1/3 au propriétaire, mais tous les frais sont à la charge du métayer, sauf les frais de submersion que paie le propriétaire.

On évalue le défrichement à 120 fr. l'hectare.

— l'aplanissement à 300 fr. —

— la submersion à 50 fr. —

Cotisation à la roubine..... 75 fr. —

Fumure (sans compter le fu-

mier de ferme) : 54 fr. —

On y procède à 8 sulfatages et à 3 soufrages.

On emploie un personnel de 40 domestiques. L'éloignement d'Arles, l'élevage, expliquent ce nombre considérable.

Le premier bayle est payé 1.200 francs,

On y emploie une douzaine de journaliers qui sont payés par journée :

3 mois d'hiver	1 fr. 75
6 autres mois	2 fr. »
3 autres mois	2 fr. 50

Ils sont nourris.

Le personnel a augmenté constamment. Le taux des salaires s'est élevé.

Voici le tableau des récoltes avec leurs prix :

Années	Nombre d'hectolitres	Prix
1893	3.000	13 fr.
1894	4.000	
1895	5.000	
1896	5.000	
1897	6.000	
1898	6 500	
1899	7.000	16 fr.
1900	7.600	4 fr.
1901	7 400	4 fr.
1902	4.500 (attaques de pyrale)	14 fr.
1903	4.500 —	21 fr.

Les avances faites du chef des plantations, évaluées à 50.000 francs, ont été amorties.

III

Propriété C

Située entre Saint-Laurent et Marsillargues.

En 1860, produisait des céréales.

55 hectares de vignes. Primitivement, tout le vignoble était submergé; mais, malgré un moteur très puissant (20 chevaux) qui avait remplacé, en 1874, la roue hydraulique, il a fallu se résigner peu à peu à transformer le vignoble et à ne plus arroser, les frais, non compris le capital, s'élevant à 160 francs l'hectare. Il n'y a plus aujourd'hui que 25 hectares de submergés, grâce à 12 kilomètres seulement de canaux.

Cette opération s'est effectuée sans crise; on a fait les plantations dans les anciennes vignes qui ont ainsi alimenté deux plantations à la fois. On a arraché les vignes françaises quand les vignes américaines ont été en rapport. Bien entendu, cette opération n'a été possible qu'avec une fumure intensive.

Voici comment on procédait : on labourait chaque rangée avec une charrue à deux versoirs et un pal, à 0^m 30. On répétait deux fois cette opération dans la même raie, puis une troisième fois, avec un soc à deux ailes, large de 0^m 30. On faisait encore défoncer à la bêche et on arrivait ainsi à une profondeur de 0^m 70 que l'on remplissait de fumier. Cette opération revenait à 0 fr. 50 le mètre, mais suffisait pour toute la durée de l'exploitation.

Le défrichement est effectué à la défonceuse à vapeur, coût : 300 francs l'hectare (non nivelé).

On fait 8 à 9 sulfatages à la machine à dos de mulet. On emploie 3 hommes et 3 femmes par machine. Les hommes sont payés 4 francs et les femmes 2 francs. L'opération revient à 4.484 francs de sulfate de cuivre. La dose employée est très forte.

Le soufrage se fait à la main. Il est effectué par des femmes.

Enfin on a eu recours à l'étuvage pour la pyrale, dans les endroits non submersibles. On emploie 3 étuveuses et par étuveuse 1 homme et 6 femmes. On paie les hommes 3 francs et les femmes 1 fr. 50.

La taille se paie à raison de 1 franc le 100, prix relativement élevé.

Le déchaussage se paie à raison de 4 à 6 francs le 1.000.

La vinification revient à environ 1 franc l'hectolitre,

Le personnel sédentaire comprend 8 domestiques, à gage fixe : 40 à 45 francs par mois (salaire uniforme pour tous les mois de l'année).

Le personnel journalier se recrute surtout à Marsilargues.

Les vendanges mobilisent 60 coupeuses et 20 hommes, en moyenne.

Le matériel est sensiblement le même qu'en D. Ces deux exploitations appartiennent, du reste, au même propriétaire et sont dirigées par le même régisseur.

Il y a 10 chevaux à l'écurie et 48 foudres au cellier, pouvant loger 9.500 hectos, un fouloir mécanique, une machine à vapeur, etc,

Les frais généraux s'élèvent à 57.280 francs. Voici les plus intéressants :

Impôts.....	2.500 fr.
Valets.....	4.486 fr.
Ouvriers.....	11.785 fr.
Chauffeur.....	1.182 fr.
Soufre et sulfate.....	4.484 fr.
Fourrage.....	2.300 fr.
Ferme.....	3.000 fr.
Vendanges.....	6.336 fr.
Charbon.....	3.495 fr.

Le rendement est considérable : 150 à 200 hectos à l'hectare. Voici le tableau des récoltes avec leurs prix :

Années	Nombre d'hectolitres	Prix
1898	10.200	20 fr. 50
1899	6.600	22 fr.
1900	9.222	?
1901	8.760	5 fr.
1902	5.000 (Attaque de pyrale)	?

Le régisseur nous affirme avoir toujours réalisé des bénéfices malgré la mévente. Il ne compte évidemment dans le coût de production que les frais généraux.

En 1900.....	8.770 fr. de bénéfices.
En 1901.....	4.037 fr. —
En 1902.....	24.694 fr. —

IV

Propriété D

Située entre Saint-Laurent-d'Aigouze et Aigues-Mortes.

Faible superficie, mais grand rendement, 60 hectares de vignes tous submersibles.

Le vignoble a été créé en 1880. A partir de 1885, on commença à ressentir l'effet du sel. Il mourait chaque année de 10 à 15.000 pieds de souche. On dut faire de sérieux drainages de 0^m 80 de profondeur, toutes les six rangées, pour y remédier. Ces drainages ont été effectués en 1888, en 1894 et en 1900.

On fait les submersions en février pour éviter à la fois la gelée et la pyrale.

La production, par suite des dégâts causés par le sel, a été très inconstante.

1885-1886	3.900 hectos
1889	4.000 —
1890	7.962 —
1892	6.106 —
1893	2.494 —
1900	10.346 —
1901	10.332 —
1902	8.896 —

Les frais généraux s'élèvent à 63.000 francs. Voici les plus intéressants :

Bayles et valets	4.000 fr.
Berger	488 fr.

Ménage	1.290 fr.
Ouvriers	11.000 fr.
Chauffeurs	1.100 fr.
Fournisseurs	2.900 fr.
Entretien des machines...	3.000 fr.
Charbon	6.000 fr.
Soufre et sulfate	5.000 fr.
Vendanges	9.483 fr.
Impositions	2.893 fr.

En 1899, cette exploitation réalise un bénéfice de 68,000 francs.

En 1900, cette exploitation perd 6.000 francs.

En 1901, cette exploitation perd 33 francs.

Les cours en 1900 et 1901 avaient été de 4 et de 5 francs l'hectolitre.

V

Propriété E

Située à 8 kilomètres d'Arles, dans le Plan du Bourg.

Contenance : 500 hectares dont 200 en vignes.

Nous fournirons successivement :

I. Un inventaire (1902).

II. Relevé du grand-livre.

III. Dépenses annuelles.

IV. Main-d'œuvre.

V. Vendanges.

VI. Récoltes.

I. — INVENTAIRE

Voir Partie II, Chapitre II (pages 78 et suivantes).

II. — RELEVÉ DU GRAND-LIVRE

Il s'agit ici d'une comptabilité agricole modèle, où l'on porte les intérêts des capitaux engagés et les amortissements.

En 1880, la propriété E est achetée 400.000 francs.

En septembre 1880, son solde débiteur était de 415.000 francs.

En septembre 1881, son solde débiteur était de 473.000 francs.

	Débit brut	Crédit	Débit net
En oct. 1882.	667.399	25.918	641.481 fr.
— 1883.	813.079	32,737	780.342 »
— 1884.	1.007.611	28.612	978.999 »
— 1885.	1.390.000	135 000	1.255.000 »

En 1886, son débit brut est de 1.467.000 fr., son crédit de 151.619 (dont 100.000 fr. de vin), son débit net 1.315.381 fr.

En 1890, le débit dépasse 1.600.000 fr. (exactement : 1.617.679 fr.) mais le crédit augmente : 299.829 fr., soit un solde débiteur de 1.317.000 fr. environ.

A partir de cette époque, on modifie la comptabilité ; on attribue une valeur à la propriété. On défalque cette valeur des avances totales et l'on ne fait plus porter au débit que les intérêts du capital total et la différence entre le capital total et la valeur présumée de l'exploitation. On porte à l'actif, en regard, le capital d'exploitation mobilier (avec amortissement, 10 %) et les récoltes ; en un mot : l'inventaire.

En 1891, on lui attribue une valeur de 950.000 fr.

1893 (1894), le bénéfice (intérêts payés) est de	+	54.000 fr.
1894	—	—
1895	—	—
1896	—	—
1897	—	—
1898	—	—
1899	—	—
1900	—	—
1901 (1902)	—	—

En 10 ans, on a fait 111.000 fr. de profits ou 11.000 fr. de profit moyen. (Il est à noter que le prix de revient est plus considérable qu'ailleurs parce qu'on donne le plus de main-d'œuvre possible dans un but humanitaire.)

Les bâtisses sont évaluées à 300.000 fr. construites peu à peu, surtout de 1890 à 1900.

III. — TABLEAU DES DÉPENSES ANNUELLES

	1901*	1902
	Du 1 ^{er} oct. au 31 mars	Du 1 ^{er} oct. au 31 mars
Ouvriers	13.260 ^f 50	12.031 ^f »
Domestiques	7.362 50	6.418 85
Tâcherons	2.899 75	1.512 20
TOTAL des salaires...	23.522 75	19.962 05
Mobilier	2.154 »	979 »
Nourriture	6.018 »	5.292 »
TOTAL	8.172 »	6.271 »

		1901	1902
Machines	Huile.....	583 »	» » ¹
	Réparations...	240 55	» »
	— ...	917 »	» »
	Charbon....	6.329 »	» »
		<u>8.069 55</u>	<u>3.960 »</u>
Réparations de foudres ..		637 95	» »
Constructions		145 90	166 »
Battage.....		145 »	» »
Fumures		581 »	5.129 25
Semences		1.347 »	590 »
Vinification.		832 »	204 »
Assurances		390 »	689 »
Tuyaux de drainage.....		435 »	» »
Distillation		1.815 10	677 »
Soufre		2.986 25	» »
Frais divers.....		» »	» »
Location de futailles		» »	1.099 »
Gérance		» »	2.000 »
		<u>11.413 25</u>	<u>11.123 85</u>
Total du 1 ^{er} oct. au 31 mars.		51.177 55	41.316 90

		1901	1902
		Du 1 ^{er} avril au 30 sept.	Du 1 ^{er} avril au 30 sept.
Ouvriers		22.254 50	28.508 45
Domestiques....		11.249 50	12.194 10
Tâcherons.....		4.092 »	3.164 95
<i>A reporter</i> ..		<u>37.596 »</u>	<u>43.867 50</u>

¹ Pour certains comptes, nous n'avons pu nous procurer que le total des frais. Certains chiffres de détail nous manquant, nous les avons remplacés par des guillemets.

<i>Report</i>	37.596	»	43.867	50
Mobilier	5.218	»	3.805	»
Nourriture	6.215	»	7.184	»
Machines	1.882	»	227	»
Contributions	1.805	»	2.203	»
Battage	1.378	»	1.178	»
Assurances	1.077	»	838	»
Sulfate de cuivre	3.840	»	2.947	»
Bouillie Bordel. Schlœsing.	840	»	»	»
— — Jullian . . .	1.005	»	523	»
Divers	»	»	»	»
Gérance	4.404	»	4.400	»
	70.319	80	79.471	90
Dép. du 1 ^{er} oct. au 30 mars.	51.177	55	41.316	90
TOTAL pour l'année 1901.	121.497	35	120.788	80

IV. — MAIN-D'ŒUVRE

1^o Tableau des salaires des domestiques.

2^o Tableau des salaires des journaliers.

3^o Tableau des salaires des tâcherons.

1^o *Tableau des salaires des domestiques*

1 ^{er} bayle	1.300 fr.
2 ^e —	1.200 fr.
3 ^e —	950 fr.
14 domestiques (chacun) . . .	480 fr.
4 — (chacun) . . .	180 fr.
1 jardinier	1.140 fr.
1 homme de cave	1.200 fr.

Salaires en juillet

1 ^{er} bayle	100 fr.
2 ^e bayle (écurie)	70 fr.
1 ^{er} garde d'écurie (se nourrit).	79 fr.
1 ^{er} charretier (se nourrit) ..	83 fr.
2 ^e — — — ..	67 fr.
1 ^{er} charretierron	60 fr.
2 ^e — —	53 fr.
1 homme de cave	100 fr.
1 jardinier	83 fr.
1 aide-mécanicien	53 fr.

2^o Salaire du personnel des journaliers

JOURNALIERS

Juillet.. 48 Août.. 76 à 3 fr. 50.

LABOUREURS

Juillet.. 10 Août.. 21 à 8 fr. l'homme et sa bête.

Voici un tableau indiquant le nombre de domestiques et la quantité de salaires qu'ils ont reçus par mois, pendant trois années prises au hasard.

	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOUT	SEPT.
1891 {												
Nombre d'ouvriers.	18	17	17	18	18	18	17	19	19	20	20	18
Salaires payés.....	872	725	710	535	588	651	819	981	1020	1083	1037	1016
1894 {												
Nombre d'ouvriers.	32	34	30	28	29	38	38	38	35	35	32	34
Salaires payés.....	1470	1292	498	540	693	1176	1926	2161	2055	2079	1798	1816
1902 {												
Nombre d'ouvriers.	37	35	31	31	31	46	47	51	40	40	40	
Salaires payés.....	1580	1317	953	984	1023	1393	1738	1904	1898	1914	2044	

On peut remarquer qu'il y a une augmentation progressive du personnel, mais que ce personnel reste sensiblement constant au cours de l'année.

Il importe aussi de faire remarquer que ce personnel est payé d'après le tarif d'Arles, ce qui explique les variations dans les salaires des différents mois.

Voici un tableau qui indique, pour 1902, le nombre du personnel flottant. On peut y suivre, outre les variations des salaires, les fluctuations du travail et l'intensité de l'appel de main-d'œuvre suivant les mois.

1902				
JUN		JUILLET		
1 ^{re} sem.	42 journaliers.. 896 fr.	{ 58 journaliers... 1233 fr.	{ 3 laboureurs... 1293 fr.	
2 ^e sem.	{ 41 journaliers.. 779 fr.	{ 60 journaliers... 1268 fr.	{ 7 laboureurs.. 887 fr.	{ 4 laboureurs... 1382 fr.
3 ^e sem.	{ 50 journaliers.. 1004 fr.	{ 48 journaliers... 789 fr.	{ 14 laboureurs.. 1506 fr.	
4 ^e sem.	50 journaliers . 1400 fr.	{ 53 journaliers .. 1067 fr.	{ 64 journaliers... 1263 fr.	
AOÛT		SEPTEMBRE		
1 ^{re} sem.	69 journaliers.. 1484 fr.	{ 253 journaliers.. 5442 fr.	{ 15 charretiers . 6358 fr.	
2 ^e sem.	68 journaliers.. 1379 fr.	{ 250 journaliers . 5382 fr.	{ 16 charretiers.. 6322 fr.	
3 ^e sem.	70 journaliers . 1295 fr.	{ 241 journaliers.. 5129 fr.	{ 15 charretiers.. 6024 fr.	
4 ^e sem.	65 journaliers.. 1289 fr.	{ 193 journaliers.. 4378 fr.		

Voici des tableaux du même genre, par mois et par semaine :

OCTOBRE

Du 3 au 8, 34 journaliers.....	511 fr.
10 — 15, 34 —	597 fr.
17 — 22, 29 —	577 fr.
24 — 29, 36 —	632 fr.

NOVEMBRE

Du 31 octobre au 5, 40 journaliers..	596 fr.
7 novembre au 12, 44 — ..	773 fr.
14 — 19, 47 — ..	795 fr.
21 — 26, 49 — ..	680 fr.

DÉCEMBRE

Du 28 novembre au 3, 125 journaliers.	2.284 fr.
5 décembre — 10, 111 — .	2.202 fr.
12 — 17, 117 — .	2.313 fr.
19 — 24, 107 — .	2.156 fr.
26 — 31, 31 — .	525 fr.

JANVIER

Du 2 au 7, 13 journaliers.....	256 fr.
9 — 14, 15 —	319 fr.
16 — 21, 15 —	305 fr.
23 — 28, 12 —	234 fr.

FÉVRIER

Du 30 janvier au 4, 12 journaliers....	237 fr.
6 février au 11, 12 —	225 fr.
13 — 18, 11 —	209 fr.
28 — 25, 10 —	183 fr.
27 — 4 mars, 10 journaliers.	193 fr.

MARS

Du 6 au 11, 22 journaliers	421 fr.
13 — 18, 51 —	1.055 fr.
20 — 25, 60 —	1.119 fr.
20 — 25, 23 labour. avec leurs bêtes.	1.864 fr.
27 — 1 ^{er} avril, 96 journaliers	1.840 fr.
27 — 1 ^{er} — , 24 laboureurs	2.843 fr. (total)

AVRIL

Du 3 au 8, 101 journaliers	1 604 fr.
3 — 8, 9 laboureurs	1.720 fr. (total)
10 — 15, 97 journaliers	2.015 fr.
10 — 15, 7 laboureurs	2.335 fr.
17 — 22, 56 journaliers	931 fr.
24 — 29, 55 —	952 fr.

MAI

Du 1 ^{er} au 6, 41 journaliers	820 fr.
2 ^e semaine, 38 —	729 fr.
3 ^e semaine, 32 —	665 fr.
4 ^e semaine, 31 —	613 fr.

V. — VENDANGES

Effectuées par 4 équipes occupant 300 personnes environ (en 1903).

Chaque équipe est ainsi composée : 1 bayle, 43 coupeuses pour 40 rangées de souches, 24 porteurs, 4 grappilleurs, 2 tasseurs.

21 charretiers assurent le service des 4 équipes.

Les salaires étaient de 3 fr, 50 pour les hommes.

On fournit en outre la soupe, 2 litres de vin par jour, et on paye une indemnité de voyage de 5 fr. et de 2 fr. pour les femmes.

Voici comment s'établit le décompte des vendanges pour l'année 1902. Du 3 au 20 septembre, on a payé :

1 ^{re} semaine.....	1.605 fr.
2 ^e —	2.556 fr.
3 ^e —	10.131 fr.
Travail des tâcherons au cellier.	2.812 fr.
Divers	112 fr.
	17.216 fr.

On a récolté 12.400 hectolitres, soit un prix de revient de 1 fr. 38 l'hectolitre, mais il convient d'y ajouter les frais suivants :

Payé aux domestiques.....	990 fr.
Pour les bêtes du mas.....	712 fr.
	17.216 fr.
TOTAL.....	18.918 fr.

soit un prix de revient de 1 fr. 52 l'hectolitre.

VI. — TABLEAU DES RÉCOLTES

1897..	21.122	hectos	vendus à 13 fr.	l'hecto.
1898..	21.255	—	15 fr.	—
1899..	32.347	—	16 fr.	—
1900..	26.016	—	5 fr.	—
1901..	19.751	—	7 fr. 25	—
1902..	12.500	—	18 fr.	—

BIBLIOGRAPHIE

Etant donnée la spécialité de notre sujet, notre bibliographie n'a pu être que très restreinte.

— Sur la *Viticulture en général*, au point de vue agronomique, il suffira de consulter les trois petits livres, si concis et si bien faits, de M. Adrien Berget : *La Viticulture nouvelle* (1900) — *La Pratique des Vins* — *Les Vins de France*. (Alcan. Bibliothèque Utile.)

— Sur le *même sujet*, au point de vue économique et social, voir :

AUGÉ-LARIBÉ. — Grande ou petite propriété (Thèse. Montpellier, 1902).

— Le rôle du capital dans la viticulture languedocienne (Revue d'économie politique, 1905).

— Les Ouvriers de la Viticulture languedocienne et leurs Syndicats (Collection du Musée social : Documents, 1903).

— Les Résultats des Grèves agricoles dans le Midi de la France (*Idem*, 1904).

— Plusieurs articles dans *Pages Libres* et la *Revue politique et parlementaire*.

GABRIEL-ELLEN PRÉVOT. — Chroniques agricoles dans la *Revue socialiste*, *l'Humanité*, la *Dépêche*.

A. BERGET. — La coopération dans la Viticulture européenne (Thèse, Lille, 1902).

— Sur la Camargue et le sable.

LENTHÉRIC. — Le Rhône.

— Sur Arles et la Camargue.

F. ATGER. — (Notes manuscrites.) Enquête sur le mouvement
de la population.

— Statistique des cotes foncières.

— Diverses monographies d'exploitations.

— Enquêtes sur les Associations syndicales d'irrigation.

ERRATA

Page 21, ligne 2, au lieu de : la critique des comptabilités, lire « la critique *de* comptabilité ».

Page 26, titre du Chapitre premier, au lieu de : conditions techniques générales, lire « Conditions techniques *spéciales* ».

Page 47, ligne 9, au lieu de : d'origines récentes, lire *d'origine récente*.

Page 48, ligne 21, au lieu de : chiffres minimum, lire « chiffres *minima* ».

Page 73, ligne 13, au lieu de : qui exige tant de capitaux, lire « qui exige *autant* de capitaux ».

Page 80, lignes 9 et 10, au lieu de : 104.790 fr., lire **64.790**.

Page 82, au lieu de : Chapitre IV, lire *Chapitre III*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

Première Partie

LES CONDITIONS TECHNIQUES DE LA GRANDE VITICULTURE DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC	24
<i>Chapitre Premier.</i> — Ses conditions techniques spéciales	26
<i>Chapitre II.</i> — Ses conditions techniques géné- rales	45

Deuxième Partie

LE FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUE DE LA GRANDE VITICULTURE DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC	66
<i>Chapitre Premier.</i> — Le capital foncier	68
<i>Chapitre II.</i> — Le capital d'exploitation	76
<i>Chapitre III.</i> — Le capital de roulement	82
<i>Chapitre IV.</i> — Le coût de production et le profit	88

Troisième Partie

LA GRANDE VITICULTURE DE LA CAMARGUE ET DU BAS- LANGUEDOC ET L'ÉCONOMIE SOCIALE	92
<i>Chapitre Premier</i> — La grande viticulture et la démographie	93

<i>Chapitre II.</i> — La grande et la petite propriété..	98
<i>Chapitre III.</i> — La grande viticulture et la différenciation sociale. Patrons et ouvriers.....	105

Quatrième Partie

LA GRANDE VITICULTURE DANS LA CAMARGUE ET LE BAS-LANGUEDOC ET LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES.....	122
--	-----

APPENDICES

I. MONOGRAPHIE DE LA PROPRIÉTÉ : A.....	131
II. — — — B.....	135
III. — — — C.....	137
IV. — — — D.....	140
V. — — — E.....	141
1° Inventaire 1902.....	141
2° Relevé du grand-livre (Inventaires 1880 à 1902).	142
3° Tableau des dépenses annuelles.....	143
4° — du personnel et de la main-d'œuvre..	145
5° Coût des vendanges.....	150
6° Récoltes et prix de vente	151
BIBLIOGRAPHIE	152
ERRATA	154

Vu : *Le Président,*
PORTES.

Vu :
Montpellier, le 18 juin 1906.
Le Doyen,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 18 juin 1906.
Le Recteur,
ANT. BENOIST.

